

Sécurité d'installations et
d'appareils techniques
Sécurité des ascenseurs

Commentaire de l'ordonnance sur la sécurité des ascenseurs (RS 819.13)

Loi fédérale et ordonnance
sur la sécurité des
installations et appareils
techniques (LSIT/OSIT)

Sécurité d'installations et
d'appareils techniques:
Sécurité des ascenseurs



Commentaire de l'ordonnance sur la sécurité des ascenseurs (RS 819.13)

Loi fédérale et ordonnance sur la
sécurité des installations et
d'appareils techniques
(LSIT/OSIT)

Remarque:

Font foi, pour le présent commentaire de l'ordonnance sur la
sécurité des ascenseurs, les textes des lois et de leurs
ordonnances!

Le présent commentaire a été réalisé
sous la conduite du secteur ABTG du SECO, et est paru la
première fois le 31 août 2000

Version 4.1, Octobre 2009
n'est disponible que comme pdf Download

Table des matières :

- 1. Point de la situation**
- 2. Définitions**
- 3. Objectifs du commentaire de l'ordonnance sur les ascenseurs**
- 4. Raison d'être du commentaire**
- 5. Explication de chaque disposition**
 - 5.1 Section 1: Dispositions générales
 - 5.1.1 Introduction
 - 5.1.2 Champ d'application (art. 1)
 - 5.1.3 Définitions (art. 2)
 - 5.1.4 Mise sur le marché (art. 3)
 - 5.2 Section 2 : Mise sur le marché d'ascenseurs et de composants de sécurité neufs
 - 5.2.1 Sécurité (art. 4)
 - 5.2.2 Normes techniques (art. 5)
 - 5.2.3 Déclaration de conformité (art. 6)
 - 5.2.4 Respect des exigences (art. 7)
 - 5.2.5 Dossier technique (art. 8)
 - 5.2.6 Procédure d'évaluation de la conformité (art. 9)
 - 5.2.7 Organismes d'essai et d'évaluation de la conformité (art. 10)
 - 5.2.8 Notices (art. 11)
 - 5.3 Section 3 : Transformation et rénovation d'ascenseurs et de composants de sécurité usagés (art. 12)
 - 5.4 Section 4 : Exposition et démonstration (art. 13)
Section 4a: Obligation de déclarer (art.13a et art.13b)
 - 5.5 Section 5 : Contrôle ultérieur
 - 5.5.1 Principe (art. 14)
 - 5.5.2 Compétences des organes de contrôle (art. 15)
 - 5.5.3 Mesures (art. 16)
 - 5.6 Section 6 : Surveillance et coordination (art. 17)
 - 5.7 Section 7 : Dispositions finales

5.7.1 Dispositions transitoires (art. 18 et art 18a)

5.7.2 Entrée en vigueur (art. 19)

6. Annexes à l'ordonnance sur les ascenseurs

- Annexe 1: Exigences essentielles de sécurité et de santé aux stades de la conception et de la construction des ascenseurs et composants de sécurité
- Annexe 2: Examen de type (module B)
- Annexe 3: Contrôle final
- Annexe 4: Assurance qualité produits éléments de sécurité (module E)
- Annexe 5: Assurance qualité complète (module H)
- Annexe 6: Procédure de vérification à l'unité (module G)
- Annexe 7: Conformité avec le type de construction sur la base de contrôles effectués par sondages (module C)
- Annexe 8: Assurance qualité produits ascenseurs (module E)
- Annexe 9: Assurance qualité complète (module H)
- Annexe 10: Assurance qualité production (module D)
- Annexe 11: Liste des composants de sécurité

7. Bibliographie

8. Liste des organismes d'essais

9. Liste des appendices^{*}

(Pour une meilleure distinction des annexes à l'ordonnance ascenseurs resp. à la directive ascenseurs, les annexes au commentaire ont été nommés appendices)

^{*} Les additifs au présent commentaire sont intitulés « *appendices* » afin d'éviter toute confusion avec les annexes à l'ordonnance sur les ascenseurs ou à la directive ascenseurs.

1. Point de la situation

Suite au résultat de la votation du 6 décembre 1992 concernant l'accord EEE, la Suisse a concentré ses efforts pour se rapprocher de l'Union Européenne (UE) sur deux axes. Le premier porte sur la formulation de la législation suisse qui – pour le moins dans les domaines touchant à la politique économique extérieure – ne devrait pas différer du droit des principaux partenaires commerciaux, de l'UE notamment, afin d'éliminer les entraves techniques au commerce. Le second consiste à promouvoir la participation de l'économie suisse au marché interne de l'UE grâce aux conventions bilatérales.

Cette politique de rapprochement a conduit à une recherche d'éventuelles entraves techniques au commerce dans le droit technique suisse. D'où l'édiction de la loi fédérale sur les entraves techniques au commerce (LETC, RS 946.51) et sa mise en vigueur le 6 octobre 1995. L'art. 4, al. 2, de la LETC engage le législateur à adapter les prescriptions techniques à celles des principaux partenaires commerciaux de la Suisse.

2. Définitions

• "UE" et "CE"

L'Union Européenne (UE) repose sur trois piliers:

- a) les communautés membres de la Communauté Européenne (CE), de la Communauté Européenne du charbon et de l'acier (CECA) et de l'EURATOM. La CE a définitivement supplanté la Communauté Economique Européenne (CEE);
- b) la politique étrangère et de sécurité commune (PESC);
- c) la justice et les affaires intérieures.

On parle **d'UE** lorsqu'il est question:

- de l'intégralité des trois piliers précités;
- de la coopération dans le cadre des piliers b) et c);
- de la politique d'intégration visée par le Conseil fédéral: l'entrée dans l'UE.

On parle **de CE** lorsqu'il est question:

- des quatre libertés (personnes, biens, capitaux, services);
- de l'Union économique et monétaire;

mais aussi dans le contexte:

- de l'accord de libre-échange de 1972 entre la Suisse et la CEE;
- d'autres conventions (présentes et à venir) passées entre la Suisse et la CE;
- de l'Espace Economique Européen (EEE).

• "La nouvelle approche"

Extrait de l'annexe II « Orientation générale d'une conception nouvelle en matière d'harmonisation et de normalisation techniques » de la résolution du Conseil du 7 mai 1985. La nouvelle approche repose sur quatre principes fondamentaux :

- L'harmonisation des prescriptions légales se limite à fixer, pour les produits mis en circulation, les exigences essentielles de sécurité (ou d'autres exigences requises par l'intérêt public) dans le cadre de directives selon l'art. 100 du Traité CEE. Doit par conséquent être assurée pour ces produits la libre circulation au sein de la Communauté.
- Les commissions compétentes pour l'industrie sont chargées de définir - eu égard à l'état des connaissances technologiques - les spécifications techniques nécessaires aux intervenants pour fabriquer et mettre en circulation des produits satisfaisant aux exigences essentielles fixées par les directives.
- Le respect de ces spécifications techniques, qui n'ont aucun caractère impératif, est facultatif.
- Les administrations sont néanmoins tenues, pour les produits fabriqués selon des normes harmonisées (pour l'heure selon des normes nationales), de présumer la compatibilité avec les « exigences essentielles » fixées dans la directive. En d'autres termes, le fabricant qui, en

toute légalité, ne produit pas selon les normes est tenu de fournir la preuve de la compatibilité de ses produits avec les exigences essentielles de la directive.

3. Objectifs visés par le commentaire de l'ordonnance sur les ascenseurs

L'exécution autonome de la directive de la CE relative aux ascenseurs (95/16/CE) dans le droit suisse a révélé au groupe de travail le besoin de clarification ressenti par l'industrie et les organes de contrôle du marché en raison de la complexité de la matière traitée.

D'où la décision du **SECO** de rédiger le présent commentaire.

Y sont exposés le mode d'interprétation de l'ordonnance sur la sécurité des ascenseurs (ordonnance sur les ascenseurs, RS 819.13) ainsi que la distinction entre la directive relative aux machines¹ et la directive relative aux ascenseurs². Ont été prises en considération à cet effet les principales informations concernant la directive ascenseurs CE. La consultation des annexes est tout particulièrement recommandée (voir également le tableau de concordance avec les annexes de l'ordonnance sur les ascenseurs et avec la directive de la CE, à l'**appendice 1**). L'interprétation de la directive de la CE, et donc de l'ordonnance sur les ascenseurs, repose principalement sur les décisions du „Comité permanent“ de la Commission européenne (cf. art. 6 de la directive ascenseurs) et du Comité „Notified Body Lift“.

Enfin, le commentaire sur l'OSIT apporte des explications sur la loi fédérale sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques (LSIT) et sur les ordonnances qui s'y rapportent (OSIT, OConf).

Le délai transitoire applicable à la directive ascenseurs (en vigueur dans l'UE depuis le 1^{er} juillet 1997) a expiré le 30 juin 1999. Depuis, seule est autorisée à l'échelle de la CE/EEE la mise sur le marché des ascenseurs satisfaisant aux exigences essentielles de sécurité et de santé fixées par la directive ascenseurs. D'où l'expérience dont bénéficient d'ores et déjà les fabricants et les autorités des Etats membres dans l'application de cette directive. La Commission Européenne (DG Entreprise, anciennement DG III) continue de consulter le « Comité permanent » quant à son interprétation. Réponses qu'il convient d'observer, pour autant qu'elles soient légalement défendables en Suisse, qu'il s'agisse donc de seules interprétations.

Le présent commentaire reflète l'état actuel des connaissances dans le domaine des ascenseurs et sera de ce fait soumis à une mise à jour régulière. Il n'a toutefois pas force obligatoire.

4. Raison d'être du commentaire de l'ordonnance sur les ascenseurs

Le domaine des ascenseurs est, comme nous le disions plus haut, réglementé au sein de l'UE par une directive en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1997 (directive N° 95/16/CE du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 1995 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux ascenseurs). Dès le 1^{er} juillet 1995, le Conseil fédéral avait - pour le domaine des machines, des appareils à gaz et des équipements individuels de protection - intégré les directives correspondantes de la CE dans l'ordonnance sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques (OSIT) et fixé les exigences essentielles de sécurité et de santé. De même, l'intégration de la directive n° 95/16 de la CE relative aux ascenseurs permet de fixer, dans ce domaine également, les exigences essentielles de sécurité et de santé, et de les adapter aux exigences de l'UE.

¹ Directive N° 98/37/CE du 22 juin 1998 (version codifiée de la directive 89/392/CE et de ses modifications) concernant le rapprochement des dispositions législatives ou réglementaires des Etats membres relatives aux machines (JO N° L 207/1 du 23.7.1998).

² Directive N° 95/16/CE du Parlement Européen et du Conseil du 29 juin 1995 concernant le rapprochement des législations des Etats membres relatives aux ascenseurs (JO. N° L 213/1 du 7.9.1995)

Les principales réglementations de l'ordonnance sur les ascenseurs sont au nombre de quatre:

- détermination des exigences concernant la mise sur le marché de nouveaux ascenseurs;
- spécification des ascenseurs et distinction des autres machines;
- détermination des exigences essentielles de sécurité et de santé;
- détermination et description des procédures d'évaluation de conformité autorisées que les responsables de la mise sur le marché (fabricants et installateurs d'ascenseurs) sont tenus d'effectuer et dont ils ont à fournir la preuve par la suite, lors de la mise en service de l'ascenseur.

Une étroite collaboration avec les milieux concernés de l'industrie et des associations ainsi qu'avec les autorités compétentes en la matière a permis l'élaboration du présent commentaire, axé dans la mesure du possible sur les réglementations et formulations de la directive ascenseurs CE. D'où la transparence et la cohérence de sa concordance avec la directive de l'UE. Ainsi, le projet soumis à consultation a été approuvé de façon quasi unanime, même si, pour satisfaire à certaines propositions, quelques modifications ont été opérées aux plans formel et conceptuel.

Tout Etat membre est tenu d'intégrer les directives de la CE à sa propre législation. Sont dès lors applicables les textes du droit national adapté en conséquence, et non pas les textes des directives elles-mêmes. En cas de contradiction entre le droit suisse et la directive ascenseurs CE, la non-appartenance de la Suisse à l'UE exige l'application de l'ordonnance (suisse) sur la sécurité des ascenseurs.

5. Explication de chaque disposition

5.1 Section 1: Dispositions générales

5.1.1 Introduction

L'ordonnance sur les ascenseurs a pour bases légales, outre la LSIT:

- la loi sur les installations électriques (LIE), du fait de la connexion de cette ordonnance avec certains domaines de l'électricité;
- la LETC, qui fixe les conditions générales de la législation technique en Suisse, et donc celles de l'ordonnance sur les ascenseurs.

5.1.2 Champ d'application (art. 1)

Sont applicables, outre l'ordonnance sur les ascenseurs, la LSIT et l'OSIT. Le champ d'application de l'ordonnance sur les ascenseurs correspond aux principes de la directive ascenseurs CE. De ce fait l'ordonnance sur les ascenseurs s'applique seulement aux **nouveaux** ascenseurs mis sur le marché. **Les installations de remplacement** sont considérées comme des nouvelles installations.

Installation de remplacement

Est considéré comme installation de remplacement un ascenseur qui est remplacé par un nouvel ascenseur dans une gaine/salle des machines existantes. Tous les composants sont remplacés; exception faite des rails de guidage, du contrepoids, des châssis de portes palières, de l'arcade cabine et du frein parachute qui peuvent être conservés, pour autant qu'ils satisfassent aux exigences de la norme EN 81-1/2 en vigueur.

Lors du remplacement d'un ascenseur existant, il peut arriver que les exigences de l'ordonnance ascenseurs et de la norme EN 81-1/2 ne peuvent pas être réalisées ou qu'avec une dépense démesurément grande. Pour l'installation d'un nouvel ascenseur dans une gaine existante, en dérogation à la norme EN 81-1/2, les espaces libres déjà existants doivent au minimum atteindre les exigences suivantes :

Les espaces libres dans une salle de machines existante doivent satisfaire au moins aux exigences de la norme SIA 370.10, resp. SIA 370.11. Si ça ne va non plus, les espaces libres dans la cuvette et en tête de gaine doivent au moins satisfaire aux exigences de la norme SIA 370.10, resp SIA 370.11.

Transformation / modernisation / rénovation (art. 12)

Lors d'une transformation ou d'une modernisation, un composant important de l'ascenseur autre que les rails de guidage, le contrepoids, les châssis de portes palières, l'arcade de cabine, le frein parachute doit au moins être conservé. Celui-ci peut être par exemple la commande électrique, la machine, ou la cabine.

Ne sont pas identifiées comme transformation ou modernisation, mais comme installation nouvelle des modifications essentielles aux spécifications d'un ascenseur existant comme par exemple une augmentation de la charge ou de la vitesse.

Réparation

Le remplacement d'éléments uniques par des pièces de rechange dans le cadre des travaux de réparation ou de maintenance n'est pas considéré comme une transformation ou une modernisation.

L'application de la LSIT est subsidiaire: en d'autres termes, la LSIT n'est pas applicable lorsque la sécurité d'installations et d'appareils techniques est garantie par d'autres dispositions fédérales. Est donc également superflue la mention explicite des dispositions du droit fédéral correspondantes, à savoir l'ordonnance sur l'octroi de concessions aux téléphériques (RS 743.11) et l'ordonnance sur les téléphériques servant au transport de personnes sans concession fédérale et sur les téléskis (RS 743.21). Parce que l'ordonnance ascenseurs repose parallèlement à la LSIT également sur la loi sur les installations électriques, nous nous sommes, en accord avec l'Office fédéral de la justice, limités à mentionner l'ordonnance sur les installations à basse tension (OIBT, RS 734.27) dans l'art. 1 al. 3 de l'ordonnance ascenseurs.

Al. 1:

L'expression «de manière permanente» s'applique à un ascenseur installé de façon fixe dans un bâtiment, et en faisant donc partie intégrante. A l'inverse, les **ascenseurs de chantier** installés de façon temporaire (et ne servant qu'exclusivement aux artisans ou aux ouvriers au cours de la construction) **n'entrent pas** dans le champ d'application de l'ordonnance sur les ascenseurs. Cette dernière n'est donc applicable qu'aux ascenseurs installés de manière permanente dans des immeubles neufs ou existants.

Un ascenseur installé de façon permanente et mis en service dès la phase de construction est appelé **ascenseur de construction**: sa construction doit impérativement être parachevée au plan technique et satisfaire aux exigences de sécurité. Les travaux de construction à effectuer sur le chantier doivent être avancés au point de ne comporter aucun risque. Si au moment de la mise en service de l'installation comme ascenseur de construction, un système de communication fonctionnant dans les deux sens manque toujours, il faut garantir par des mesures organisationnelles que les personnes qui se retrouveraient enfermées dans la cabine puissent être libérées en temps utile. La responsabilité en incombe à l'installateur de l'ascenseur. Ce type d'ascenseur doit, dès le stade de la construction, satisfaire aux exigences matérielles mais pas encore aux exigences formelles de l'ordonnance sur les ascenseurs. La déclaration de conformité doit, quant à elle, être établie au plus tard au stade de la remise à l'exploitant.

Al. 3:

Les exigences posées aux installations électriques, de même que leur installation et leur contrôle sont régis par les prescriptions de l'ordonnance sur les installations à basse tension (OIBT).

5.1.3 Définitions (art. 2)

Si les définitions figurant dans la directive de la CE sont reprises telles quelles, celle de la mise sur le marché a été simplifiée (art. 3).

Terminologie et délimitations propres à la législation sur les ascenseurs

Terminologie:

Avec l'entrée en vigueur de l'Ordonnance sur les ascenseurs RS 819.13 le 01.08.1999, la terminologie usuelle appliquée jusqu'alors au secteur des ascenseurs destinés au transport de personnes a été modifiée suite à l'adoption des nouvelles délimitations et désignations suivantes:

- Les ascenseurs verticaux (75° à 90°), avec une cabine, qui répondent aux critères de l'ordonnance sur les ascenseurs, sont considérés comme "des ascenseurs classiques".
- Les ascenseurs verticaux (75° à 90°), sans cabine, ou alors qui ne répondent pas aux critères de l'ordonnance sur les ascenseurs, sont considérés comme des machines conformément à l'OSIT et/ou à la directive sur les machines.
- Les ascenseurs inclinés (15° à 75°), avec cabine, qui ne sont pas **guidés par câbles**, tombent sous l'ordonnance sur les ascenseurs.
- Les ascenseurs inclinés (15° à 75°), sans cabine, qui ne sont pas **guidés par câbles**, tombent également sous l'OSIT et/ou la directive sur les machines.
- Les ascenseurs inclinés (0° à 15°), avec ou sans cabine, qui ne sont pas **guidés par câbles**, tombent également sous l'OSIT et/ou la directive sur les machines.
- Les ascenseurs inclinés (0° à 90°), avec ou sans cabine, qui sont **guidés par câbles**, tombent sous la législation concernant les téléphériques (soit la directive sur les installations à câbles transportant des personnes).

Délimitations:

„Machine“ au sens de l'OSIT/directive :

En principe, tout objet qui est composé de deux pièces mobiles et qui n'est pas actionné à la main est une « machine » au sens de la directive sur les machines, pour autant qu'il ne soit pas expressément exclu de son champ d'application. Ainsi, l'art.1 § 3 de la directive sur les machines dispose notamment que les installations guidées par câbles, les téléphériques, et les ascenseurs, au sens de la définition de la directive sur les ascenseurs, sont exclus.

"Téléphériques" au sens de la directive concernant les installations à câbles transportant des personnes :

On comprend par « téléphériques » les véhicules servant au transport de personnes et qui sont portés et/ou mus par un ou plusieurs câbles disposés le long du parcours effectué; cette catégorie comprend également les télécabines et les télésièges. Toutefois encore faut-il que l'objet ne soit pas expressément exclu du champ d'application : selon l'art. 1 § 6 de ladite directive, les ascenseurs, au sens de la directive sur les ascenseurs 95/16/CE, sont par exemple exclus.

Al. 1, let. a:

On entend par ascenseur «un appareil qui dessert des niveaux définis à l'aide d'une cabine qui se déplace le long de guides rigides et dont l'inclinaison sur l'horizontale est supérieure à 15°». Selon l'annexe 1, chiffre 3.1, les cabines des ascenseurs sont impérativement closes et munies de portes pleines.

L'inclinaison sur l'horizontale supérieure à 15 se justifie par l'existence d'ascenseurs se déplaçant parallèlement à des escaliers mécaniques (dans les stations de métro, p. ex.), qui entrent de ce fait également dans le champ d'application de l'ordonnance sur les ascenseurs.

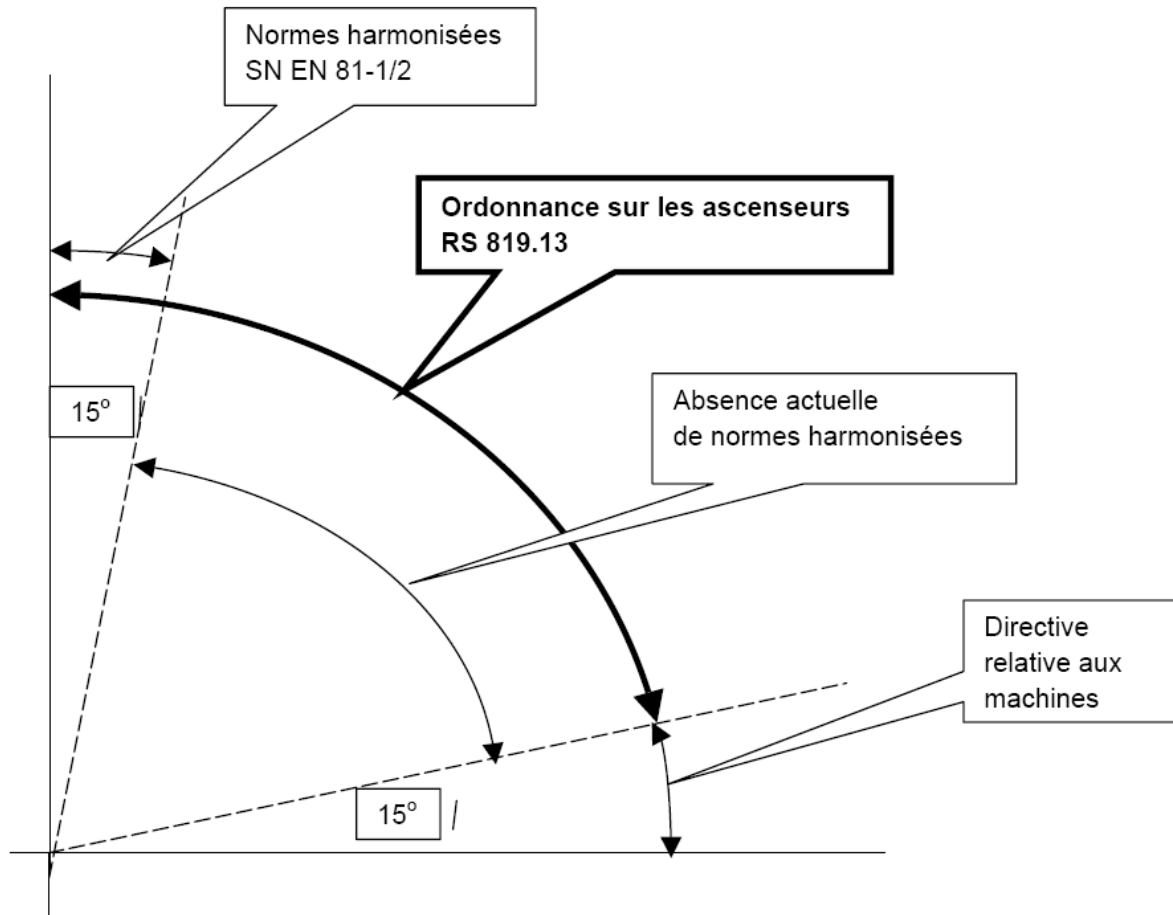


Schéma 1: Champ d'application de l'ordonnance sur les ascenseurs et de la norme harmonisée série EN 81,

- Le champ d'application de l'ordonnance sur les ascenseurs couvre l'angle compris entre 15° et 90° par rapport à l'horizontale.
- Le champ d'application des normes SN 81-1 et 81-2 se situe entre 75° et 90° par rapport à l'horizontale ou, en d'autres termes, entre 0° et 15° par rapport à la verticale.
- L'angle compris entre 15° et 75° n'est encore couvert par aucune norme harmonisée. Par conséquent, le fabricant de l'ascenseur est tenu de trouver lui-même, pour chacun des dangers que lui aura révélés l'analyse des risques, une solution satisfaisant aux exigences essentielles de sécurité et de santé. Il trouvera, certes, des règles et des principes importants dans la norme SN EN 81, mais ne bénéficiera pas de la présomption de conformité aux normes résultant de l'application d'une norme harmonisée (cf. art. 5).

Al. 1, let. b:

L'installateur d'un ascenseur est responsable de la conformité de l'ascenseur avec les prescriptions de l'ordonnance sur les ascenseurs. On entend par **installateur d'un ascenseur** la personne physique ou morale qui assume la responsabilité de l'installation et de la mise sur le marché de l'ascenseur (cf. art. 2, al. 1, let. b, de l'ordonnance sur les ascenseurs).

Il convient ici de souligner la distinction entre l'installateur de l'ascenseur (définition précédente) et l'entreprise chargée de son installation, qui peut être une entreprise distincte de celle de l'installateur de l'ascenseur

- a) **L'entreprise A** est chargée de livrer et plus précisément d'installer un ascenseur. Elle est responsable de la conformité de l'ascenseur.

- b) **L'entreprise A** est chargée de livrer l'ascenseur, mais elle charge une autre entreprise (sous-traitante) de son installation (montage). **L'entreprise A** reste responsable de la conformité de l'ascenseur.
- c) **L'entreprise A** est chargée de livrer un ascenseur. Après avoir acheté l'ascenseur à **l'entreprise B**, elle procède elle-même à son installation. Dans ce cas, **l'entreprise A** est responsable de la conformité de l'ascenseur.

5.1.4 Mise sur le marché (art. 3)

Cette définition repose sur l'art. 1 OSIT. On entend par «mise sur le marché» le transfert (à titre onéreux ou non, en vue de commercialisation ou d'utilisation) ou l'utilisation à des fins professionnelles dans sa propre entreprise. La précision concernant la mise sur le marché d'ascenseurs correspond à l'art. 1, al. 4, 2^e tiret de la directive ascenseurs CE. De même que dans l'ordonnance sur les appareils et les systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles (OSPEX, RS 734.6), l'utilisation à des fins professionnelles dans sa propre entreprise est assimilée à la mise sur le marché. Ne lui est par contre pas assimilé le transfert à des fins d'essai, de traitement ultérieur ou d'exportation.

5.2 Section 2: Mise sur le marché d'ascenseurs et de composants de sécurité neufs

Les définitions concernant la mise sur le marché d'ascenseurs et de composants de sécurité neufs (art. 4 à 10) correspondent aux formulations employées dans d'autres dispositions techniques, notamment dans la LSIT.

5.2.1 Sécurité (art. 4)

Les exigences essentielles de sécurité et de santé auxquelles doivent satisfaire les ascenseurs et les composants de sécurité sont fixées et exposées de façon systématique à l'annexe 1.

Aux termes de l'al. 1, let. a, et l'al. 2, let. b, les ascenseurs ne doivent compromettre ni la sécurité et la santé des personnes ni la sécurité des biens. Le terme de «biens», repris de la directive ascenseurs CE, souligne qu'il s'agit de la sécurité des biens transportés (et non pas de celle d'animaux, qualifiés de «choses» dans la loi).

La **problématique de l'entretien et du contrôle périodique** d'ascenseurs existants n'est pas réglementée par l'ordonnance sur les ascenseurs. Cette dernière, de même que la directive de la CE, ne réglemente que la sécurité des ascenseurs **neufs**. Par conséquent, ses prescriptions ne sont pas applicables au-delà de la première mise sur le marché. Ses notices d'exploitation, d'utilisation et de maintenance (art. 11 et annexe 1, point 6 de l'ordonnance sur les ascenseurs) ne s'appliquent qu'aux ascenseurs neufs.

Le code suisse des obligations CO, RS 220 définit dans les art. 58 et 59 la responsabilité du propriétaire du bâtiment dans le cas de dommages causés par un manque ou un défaut d'entretien sur une installation.

Aussi longtemps qu'aucunes normes EN n'auront fixé de consignes ou de standards en matière de maintenance, les consignes fixées par la norme SIA 370/10 resp. 370/11 (ch. 13 03) pour la maintenance continuent, pour des raisons de sécurité, de représenter l'état actuel de la technique pour les ascenseurs construits et mis en circulation sous ces normes. Elles ne sont pas valables pour des ascenseurs nouvellement mis en circulation. S'agissant des ascenseurs mis sur le marché selon l'ordonnance sur les ascenseurs, les indications de maintenance du fabricant sont contraignantes.

La potentialité d'une responsabilité du fait des produits exige, elle aussi, la présence d'une **notice d'entretien** dans les **notices d'instructions**. L'art. 4 de la loi sur la responsabilité du fait des produits (LRFP, RS 221.112.944) qualifie de défectueux tout produit qui n'offre pas la sécurité que l'on peut légitimement en attendre. Lorsque les risques susceptibles de se produire ne peuvent être éliminés au moyen d'aucune mesure au plan de la construction, il est nécessaire de disposer de consignes supplémentaires. S'il est impossible d'apposer ces

consignes de sécurité à même l'ascenseur ou le composant de sécurité, il est impératif de les mentionner dans les manuels et notices d'installation et, le cas échéant, d'avertir les utilisateurs des risques encourus. Toute consigne de sécurité fautive figurant dans un manuel ou dans une notice d'utilisation peut engager une responsabilité du fait des produits.

L'étendue des notices d'instructions est définie au point 6 de l'annexe 1 de l'ordonnance sur les ascenseurs. (Le CEN a publié en 2001 la norme EN 13015 « Instructions de maintenance pour les ascenseurs et les escaliers mécaniques » qui formule les exigences auxquelles doivent répondre les notices d'instructions de ces installations. Il s'agit d'une norme harmonisée sous la directive relative aux machines et aux ascenseurs (23.03.2004).

La directive européenne ne s'applique pas non plus à la garantie ni à l'amélioration de la sécurité

d'installations existantes (voir art.12). La CE s'est limitée à publier une recommandation pour l'amélioration de la sécurité des ascenseurs existants, ce qui en impose la reprise individuelle dans le droit national des Etats membres de l'UE (**Recommandation de la Commission du 8 juin 1995 concernant l'amélioration de la sécurité des ascenseurs existants, 95/216/CE, JO n° L 134 du 20.06.1995 p. 0037 - 0038**). En Suisse, la sécurité des ascenseurs existants dans le domaine industriel (env. 5 à 10% de toutes les installations) est réglementée par les prescriptions sur la sécurité au travail aux termes de la loi sur l'assurance-accidents. Dans le domaine non industriel, c'est aux cantons qu'est attribuée la compétence pour prescrire une telle réglementation. Or, seuls Genève et Zurich ayant fait usage de cette possibilité, presque une installation sur deux n'est soumise à aucune réglementation.

5.2.2 Normes techniques (art. 5)

Le Secrétariat d'Etat à l'économie (office fédéral) désigne les normes techniques à appliquer, qu'il publie dans la Feuille fédérale. La SNV (Association suisse de normalisation) publie une liste correspondante. L'objectif poursuivi réside dans la désignation des normes harmonisées à l'échelle internationale, dont seule l'inexistence ou la non-planification autorise l'édiction de normes nationales.

Al. 1:

Un ascenseur ou composant de sécurité doit satisfaire aux exigences essentielles de sécurité et de santé - concrétisées par des normes formellement désignées - pour pouvoir être mis sur le marché.

Pour concrétiser les exigences essentielles de sécurité et de santé, la Commission Européenne (avec le soutien de l'AELE, généralement) donne au CEN (Comité européen de normalisation) et/ou au CENELEC (Comité Européen de Normalisation Electrotechnique), sur la base des documents constitutifs, la mission de créer des normes harmonisées à l'échelle européenne. Qualifiées d'**adoptées**, ces normes impliquent une présomption légale de respect des exigences. Ainsi, un ascenseur ou composant de sécurité construit selon ces normes est présumé conforme au sens de l'ordonnance sur les ascenseurs (cf. également art. 7).

5.2.3 Déclaration de conformité (art. 6)

Al. 1:

La déclaration de conformité consiste dans une confirmation écrite, à l'intention des autorités, de la conformité de l'ascenseur ou du composant de sécurité aux exigences essentielles fixées à l'art. 4 de l'ordonnance sur les ascenseurs. Quiconque met sur le marché des ascenseurs ou des composants de sécurité est tenu, à la demande des autorités d'exécution, de présenter une déclaration de conformité. Il est recommandé à l'installateur de l'ascenseur de transmettre à l'exploitant, au moment de la remise, une copie de la déclaration de conformité.

Le fabricant/l'installateur de l'ascenseur n'est autorisé à mettre son produit sur le marché qu'une fois la procédure menée à terme, c'est-à-dire la déclaration de conformité remplie. Cette opération s'effectue en trois temps:

- d'abord, l'analyse des risques que comportent l'ascenseur ou les composants de sécurité;
- ensuite, l'élaboration de solutions permettant d'écarter ou de réduire les risques;
- enfin, la constitution du dossier technique et sa remise – accompagnée, le cas échéant, du produit (selon la procédure d'évaluation de la conformité, art. 9) - à un organisme d'évaluation de la conformité (art. 10) chargé de leur contrôle (voir également sous 5.2.6).

N'étant membre ni de l'UE ni de l'EEE, la Suisse n'est pas autorisée à utiliser dans sa législation les marquages CE. De ce fait, aucun marquage obligatoire de conformité ne peut être requis pour les ascenseurs en Suisse. Ce qui n'exclut toutefois pas la possibilité de munir l'ascenseur ou les composants de sécurité - pour autant qu'ils satisfassent aux exigences requises - du marquage CE.

Al. 2:

L'installateur de l'ascenseur (cf. définition à l'art. 2) établit la déclaration de conformité au moment de la remise à l'exploitant.

La construction de l'immeuble dans lequel est installé l'ascenseur ne doit pas obligatoirement être achevée au moment de la remise de l'ascenseur. Celle-ci constitue la mise sur le marché officielle de l'ascenseur (conformément à l'article 3 de l'ordonnance sur la sécurité des ascenseurs). En ce qui concerne les exigences formelles, on se référera aux explications relatives à l'article 1, alinéa 1. Lors de la remise de l'ascenseur, celui-ci est mis en service. Il doit alors être conforme aux exigences techniques et aux impératifs de sécurité spécifiés dans

l'ordonnance. L'ascenseur est alors à considérer comme un système composé d'une part de tous les éléments livrés et montés par l'entreprise installatrice et d'autre part de tous les éléments nécessaires à un fonctionnement sans défaut de l'appareil (par exemple gaine, clôture de la gaine revêtement étanche à l'huile pour les ascenseurs hydrauliques, raccordement téléphonique pour le système d'appel d'urgence). La déclaration de conformité n'est pas un procès-verbal de réception, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas comporter de points en suspens, de défauts ou de restrictions. Elle ne doit en effet être établie que lorsque la conformité du système est confirmée.

Al. 3:

Lorsque le produit est assujéti à plusieurs réglementations imposant l'établissement d'une déclaration de conformité, il n'est exigé qu'une seule déclaration faisant mention de toutes les réglementations entrant en ligne de compte.

Al. 4:

La conservation d'une copie de la déclaration de conformité est obligatoire pendant 10 ans. Il est toutefois recommandé, dans l'éventualité d'une responsabilité du fait des produits, de conserver le dossier technique (calculs, documents concernant la construction, p. ex.) pendant toute la durée de vie des installations.

Al. 5:

La déclaration de conformité est impérativement rédigée dans une langue officielle de la Confédération (français, allemand ou italien) ou en anglais. Un modèle de déclaration de conformité est présenté à l'**appendice 3**.

5.2.4 Respect des exigences (art. 7)

Cet article détermine la façon de satisfaire aux exigences essentielles de sécurité et de santé.

L'application de normes n'étant pas impérative, le respect ou non d'une norme harmonisée est laissé au libre arbitre du fabricant / de l'installateur de l'ascenseur.

Un grand nombre de normes, dans le domaine des ascenseurs comme dans les autres secteurs de la «nouvelle approche», se trouvent encore au stade de l'élaboration ou à celui de la planification. L'absence d'une norme harmonisée équivaut au cas de figure d'un fabricant /installateur d'ascenseur ayant opté pour la non-application ou l'application partielle de normes harmonisées : son produit n'est dès lors plus présumé conforme aux normes au sens de l'**al. 1**.

Autrement dit, c'est au fabricant / à l'installateur de l'ascenseur qu'il incombe alors de fournir la preuve (analyse des risques, mesures à prendre, documents nécessaires) que son produit satisfait aux prescriptions de l'ordonnance sur les ascenseurs (**al. 2**).

L'inexistence de normes harmonisées permettant de satisfaire aux exigences essentielles autorise à se baser sur les règles techniques reconnues. Sont par exemple qualifiées comme telles, dans le domaine des ascenseurs, les normes fixées par la SIA (Société suisse des ingénieurs et des architectes).

5.2.5 Dossier technique (art. 8)

Al. 1:

Le dossier technique doit être conservé au moins pendant 10 ans et être présenté aux organes de contrôle dans un délai raisonnable, de 2 semaines en règle générale (cf. également remarque sur l'art. 6, al. 4).

Al. 2:

Les exigences spécifiques concernant la présentation du dossier technique, définies en fonction de la procédure d'évaluation de conformité, sont énoncées aux annexes 2 à 10 correspondantes de l'ordonnance sur les ascenseurs.

Al. 3:

Les renseignements à l'intention des organes de contrôle sont, de même que pour la déclaration de conformité, rédigés dans l'une des langues officielles (français, allemand ou italien) de la Confédération, ou en anglais.

5.2.6 Procédure d'évaluation de la conformité (art. 9)

L'art. 9 donne le détail des procédures d'évaluation de la conformité, en faisant pour chacune d'entre elles un renvoi à l'annexe correspondante de cette même ordonnance (**annexes 2 à 10**).

Al. 1:

Si le fabricant / l'installateur de l'ascenseur dispose d'un système d'assurance qualité complète selon l'art. 9, al. 1, let. c, et que l'ascenseur a été intégralement conçu et réalisé conformément aux normes harmonisées, le fabricant / l'installateur est autorisé à établir lui-même la déclaration de conformité sans devoir s'appuyer pour cela sur une attestation correspondante d'un organisme accrédité d'inspection ou de certification. Dans tous les autres cas, il est tenu de faire appel à un organisme tiers. L'organisme d'évaluation de la conformité atteste que le produit en question satisfait aux exigences essentielles de sécurité et de santé. L'attestation d'examen qu'il délivre permet au fabricant / à l'installateur de l'ascenseur de remplir la déclaration de conformité exigée avant la mise sur le marché de son ascenseur ou de ses composants de sécurité.

5.2.7 Organismes d'essai et d'évaluation de la conformité (art. 10)

L'une des requêtes formulées par l'industrie résidait dans la reprise des critères exigés pour les organismes d'évaluation de la conformité mentionnés à l'annexe VII de la directive ascenseurs CE, partant du principe qu'il n'existe dans les pays membres aucune réglementation quant à la désignation des organismes d'essai. La Suisse dispose d'un système d'accréditation pour les organismes d'essai, d'inspection et d'évaluation de la conformité reposant sur les normes correspondantes, EN 45000 et suivantes en l'occurrence. De ce fait, les exigences fixées par l'ordonnance sur l'accréditation et la désignation (OAccD, RS 946.512) satisfont dans une large mesure aux critères minimaux imposés par la directive ascenseurs CE. Les exigences plus poussées s'appuient sur les exigences internationales applicables en l'espèce (art. 24 et suiv., OAccD). Il ressort à l'office fédéral compétent en la matière de les désigner. Est en conséquence superflue la reprise de l'annexe VII de la directive ascenseurs CE. Le Service d'accréditation suisse (SAS) de Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) de Wabern dresse la liste de tous les services accrédités (<http://www.sas.ch/fr/sas-index.html>) et la tient régulièrement à jour. Ce qui permet de renoncer à l'adjoindre, à titre d'annexe, à l'ordonnance sur les ascenseurs.

Al. 1:

Cet alinéa fixe les exigences auxquelles doit satisfaire tout organisme d'essai et d'évaluation de la conformité pour faire reconnaître les documents qu'il délivre. Cette disposition correspond à la réglementation prévue par la LETC.

Al. 2:

Sont valides les évaluations de conformité et rapports d'examen établis par les services équivalents ayant leur siège à l'étranger, pour autant que le prévoit un accord international formel. Si tel n'est pas (encore) le cas, leur reconnaissance passe par les impératifs suivants: L'organisme étranger doit disposer de la même compétence que celle qu'exige la Suisse (à savoir accréditation ou preuve équivalente de compétence). Les procédures appliquées pour l'essai et l'évaluation de la conformité doivent également satisfaire aux exigences suisses (art. 18, al. 2, LETC).

Le principe de la réciprocité applicable à la reconnaissance des titres permet à la Suisse de n'accorder valeur probante, aux plans formel et matériel, aux rapports ou attestations établis à l'étranger qu'en cas de reconnaissance satisfaisante des organismes suisses qualifiés ou des essais et évaluations de conformité qu'ils effectuent (art. 18, al. 3, LETC). Les informations

détaillées à ce sujet figurent dans le feuillet d'information du **SECO** «Reconnaissance par la Suisse d'organismes d'examen et d'évaluation de la conformité étrangers dans les domaines machines, gaz et équipements de protection individuels».

Le domaine des ascenseurs ne fait, pour l'heure, pas partie des accords bilatéraux avec l'UE (chapitre Entraves techniques au commerce).

Tâches de l'organisme d'évaluation de la conformité:

Tout organisme d'évaluation de la conformité doit être en mesure d'effectuer les procédures d'évaluation de la conformité prescrites.

Lorsque, au cours de l'examen de l'ascenseur ou du composant de sécurité (examen de type, p. ex.) certaines opérations n'ont pas été effectuées selon une norme harmonisée (intentionnellement ou en raison de l'inexistence d'une telle norme), l'organisme d'évaluation de la conformité est tenu de vérifier, sur la base de l'analyse des risques, si la construction ou la solution adoptée par le fabricant satisfait aux exigences essentielles de sécurité et de santé.

5.2.8 Notices (art. 11)

Al. 1:

Les notices d'instructions, d'utilisation et d'entretien doivent être rédigées dans les langues officielles de la Confédération parlées dans la région où est prévue l'installation de l'ascenseur (cf. également le document de travail de l'EEA pour la rédaction de la documentation à joindre à tout ascenseur neuf). Les notices doivent être déposées dans le local de la machinerie ou dans le local de commande.

Al. 2:

La notice concernant l'installation et l'entretien peut, pour autant que ces travaux incombent exclusivement au personnel spécialisé du fabricant, être rédigée dans la langue comprise par le personnel spécialisé en question.

5.3 Section 3: Transformation et rénovation d'ascenseurs et de composants de sécurité usagés (art. 12)

L'art. 12 vise à améliorer le niveau de sécurité d'installations **existantes**. Son objectif principal réside dans l'interdiction d'utiliser, pour la transformation ou la rénovation d'ascenseurs existants, des composants usagés ou techniquement obsolètes. Il ne doit toutefois pas empêcher le remplacement de pièces défectueuses ou usées par des pièces d'origine.

Dans l'intervalle, la norme EN 81-80:2003 a été publiée et comprend les règles pour l'augmentation de la sécurité des ascenseurs et des monte-charges existants. Les ascenseurs usagés (existants) doivent aussi être conservés par le propriétaire du bâtiment dans un état sûr au-delà de la date de mise sur le marché. Un ascenseur usagé satisfait aux exigences essentielles de sécurité et de santé dans la pratique, lorsque les exigences suivantes sont réalisées :

1. L'ascenseur est entretenu conformément aux consignes du fabricant
2. L'ascenseur satisfait aux règles de l'art actuellement reconnues.

Les ascenseurs usagés doivent satisfaire en ce qui concerne la sécurité des utilisateurs à des règles de l'art aussi proches que possible de celles des nouveaux ascenseurs. L'utilisation d'un ascenseur usagé ne doit pas présenter un plus gros risque pour l'utilisateur normal, que l'utilisation d'un nouvel ascenseur. Une attention accrue doit être accordée aux groupes d'utilisateurs suivants :

- Enfants
- Personnes âgées
- Personnes avec un handicap

Pour l'évaluation de la sécurité d'un ascenseur usagé, la norme SN EN 81- 80:2003 doit être employée. Dans ce document, une personne habilitée saisit tous les dangers et les évalue. Si lors de cette évaluation des risques élevés pour les utilisateurs de l'ascenseur sont constatés, ils doivent être éliminés à court terme. Les risques suivants sont estimés pour les utilisateurs de l'ascenseur comme particulièrement élevés:

- Porte(s) de cabine manquante(s)
- Système d'appel de détresse manquant dans la cabine
- Système d'entraînement avec mauvaise précision d'arrêt / renivelage

Cette énumération cite seulement les risques qui sont à éliminer immédiatement. En principe, pour chaque ascenseur usagé, les risques existants doivent être repérés et individuellement évalués en fonction du domaine d'utilisation.

5.4 Section 4: Exposition et démonstration (art. 13)

Cette disposition reprend la réglementation de l'OSIT. Les ascenseurs et composants de sécurité ne satisfaisant pas aux exigences essentielles de sécurité et de santé ne peuvent être exposés ou présentés que si ce manquement est expressément signalé et que toutes les mesures de protection nécessaires ont été prises.

Section 4a: Obligation de déclarer (art.13a et art. 13b)

Ces deux articles, déclaration d'ascenseurs lors de leur mise en circulation et registre des ascenseurs, ont été nouvellement introduits, afin de pouvoir effectuer des contrôles ultérieurs sur le respect des prescriptions de sécurité au moyen de sondages.

5.5 Section 5: Contrôle ultérieur

5.5.1 Principe (art. 14)

Le modèle d'exécution actuel (distinction entre contrôle du marché et observation du marché) conformément à l'art. 11 OSIT du 7 mai 2002 est décrit ci-après.

Al. 1:

Le contrôle ultérieur (surveillance du marché) incombe à l'Etat. L'exécution comprend, en Suisse, trois secteurs (**cf. Appendice 6**):

- observation du marché
- contrôle du marché (contrôle des produits / contrôle par sondages)
- planification, coordination et surveillance.

L'observation du marché comprend l'appréciation et l'observation sur place d'ascenseurs et composants de sécurité dans l'optique d'un contrôle éventuel des produits, mais n'est pas à proprement parler une activité de contrôle. Des observations ou indices concrets révélant ou laissant, pour certains ascenseurs ou composants de sécurité, présumer la présence de vices doivent être signalés au centre de notification du **SECO** (**SECO** – ABTG, Stauffacherstrasse 101, 8004 Zurich) qui ordonnera les contrôles nécessaires.

L'observation du marché incombe aux inspecteurs du travail des autorités fédérales et cantonales, et aux autorités de police. En effet, ces personnes sont immanquablement présentes sur les chantiers dans le cadre de leur activité de surveillance, et/ou prennent une part active aux procédures d'approbation des plans.

Le contrôle du marché et les tâches d'exécution à proprement parler ressortissent, pour le domaine industriel, à la **SUVA** et, pour le domaine non industriel, à l'Inspection Fédérale des Ascenseurs (IFA) de l'**ASIT** à partir de l'entrée en vigueur de l'ordonnance sur les compétences dans l'exécution de la LSIT, le 1^{er} septembre 2005. Le contrôle du marché comprend en premier lieu la vérification de la présence d'une déclaration de conformité complète et valide, la vérification de la présence des notices d'exploitation, d'utilisation et de maintenance ainsi que d'autres documents techniques éventuels. L'adéquation aux exigences de sécurité de base est également vérifiée.

Le secteur «Installations et appareils techniques» de la Direction du Travail du **SECO** est en charge de la surveillance et veille à l'unité de doctrine en matière d'exécution.

Al. 2:

L'observation du marché peut appeler la participation de différents milieux (utilisateurs, fabricants, autorités, etc.). En matière de contrôle du marché, sont respectivement compétents la SUVA dans le domaine industriel et l'IFA dans le domaine non industriel. Compétence qui revient à l'Inspection fédérale des installations à courant fort lorsqu'il s'agit d'installations électriques.

Al. 3:

Lorsque des ascenseurs ou composants de sécurité ne satisfaisant pas aux exigences de sécurité sont importés et mis sur le marché en Suisse, les autorités douanières peuvent être appelées à apporter leur assistance aux organes de contrôle (pour le contrôle des importations, qui n'en sont pas pour autant interdites!).

5.5.2 Compétences des organes de contrôle (art. 15)

Al. 1:

Les organes de contrôle peuvent notamment, dans le cadre de leur activité de contrôle, exiger la présentation du dossier technique des ascenseurs et des composants de sécurité mis sur le marché (*al. 1*) et faire procéder à des vérifications (*al. 2 et 3*).

L'art. 10 LSIT et art. 13 OSIT précise les devoirs de l'installateur de l'ascenseur. Il mentionne que l'installateur doit veiller à permettre le contrôle aux organes de contrôle; c.à.d. concrètement de donner accès à la place où se trouve l'ascenseur.

Les **al. 2, 3 et 4** règlent la prise en charge des coûts occasionnés par les vérifications exécutées sur l'ordre des organes de contrôle (cf. ordonnance relative aux émoluments perçus en matière d'installations et d'appareils techniques, OE-LSIT).

5.5.3 Mesures (art. 16)

L' **al. 1** habilite les organes de contrôle à prendre les mesures nécessaires à l'application des prescriptions légales. Les autorités d'exécution sont tenues d'ordonner les mesures visées à **l'al. 2** lorsque l'ascenseur ou les composants de sécurité ne satisfont pas aux exigences requises par la mise sur le marché. Les mesures ainsi ordonnées peuvent être publiées. **L'al. 4** impose aux organes de contrôle et à l'office fédéral un devoir mutuel d'information.

5.6 Section 6: Surveillance et coordination (art. 17)

Tous les ascenseurs et composants de sécurité entrant dans le champ d'application de la présente ordonnance sur les ascenseurs, et tous les aspects de la sécurité étant couverts dans ce contexte, l'exécution incombe à plusieurs services et autorités.

5.7 Section 7: Dispositions finales

5.7.1 Dispositions transitoires (art. 18)

Al. 1:

L'ordonnance sur les ascenseurs est entrée en vigueur le 1er août 1999. Les ascenseurs et composants de sécurité peuvent toutefois encore être mis sur le marché conformément aux prescriptions du droit antérieur (anciennes normes SIA 370, réglementation concernant la maintenance y compris) jusqu'au 31 juillet 2001.

Al. 2:

Le délai transitoire a été prolongé jusqu'au 31 juillet 2002, eu égard à l'envergure temporelle de certains projets de construction dans lesquels s'inscrivent la planification et la fabrication d'ascenseurs.

Dispositions transitoires suite à la modification du 17 août 2005 (art. 18a)

Cet article a été introduit afin de déterminer combien de temps disposent les entreprises de montage pour annoncer à l'organe d'enregistrement les ascenseurs qui ont été mis nouvellement en circulation depuis le 1er août 2001.

5.7.2 Entrée en vigueur (art. 19)

L'ordonnance sur les ascenseurs est entrée en vigueur le 1er août 1999.

Le délai transitoire accordé pour l'application de la directive ascenseurs dans l'UE/EEE a expiré le 30 juin 1999. En d'autres termes, les ascenseurs et composants de sécurité actuellement vendus ou installés dans l'EEE doivent satisfaire aux exigences essentielles de santé et de sécurité de la directive ascenseurs (ou de ses applications nationales) depuis le 1^{er} juillet 1999.

6. Annexes à l'ordonnance sur les ascenseurs

Ne sont commentées que les annexes dont l'expérience prouve qu'elles nécessitent un complément d'information.

Annexe 1: Exigences essentielles de sécurité et de santé relatives à la conception et à la construction des ascenseurs et des composants de sécurité**Annexe 1, remarque préliminaire 2:**

Lorsqu'un ascenseur ou composant de sécurité ne peut, eu égard à l'état de la technique, satisfaire aux exigences essentielles de santé et de sécurité, sa construction doit tendre le plus possible vers ces objectifs. Le fabricant / l'installateur de l'ascenseur est tenu d'établir, sur la base d'une analyse des risques et des dernières prescriptions en vigueur (normes harmonisées etc.), si l'état actuel de la technique permet ou non de satisfaire à ces exigences. Il motivera et documentera sa décision dans le dossier technique.

Annexe 1, remarque préliminaire 3:

Cette remarque préliminaire précise que le fabricant de composants de sécurité et les installateurs d'ascenseurs (généralement eux-mêmes fabricants, voir commentaire de l'art. 2) sont tenus de procéder à une analyse des risques pour exposer tous les risques liés à leur produit. C'est sur cette analyse qu'ils fonderont le projet et la construction de leur produit. En revanche, lorsque l'installateur de l'ascenseur construit intégralement son produit selon les normes harmonisées, il bénéficie de la présomption de conformité énoncée à l'art. 7, al. 1, de l'ordonnance sur les ascenseurs.

Analyse des risques:

La norme EN 81-1/2 ne couvrant pas l'intégralité du domaine des produits, le fabricant a tout avantage - même s'il observe les normes harmonisées - à procéder à une **analyse des risques** pour parer à l'éventualité d'une responsabilité du fait des produits.

Produits de construction (Annexe 1, remarque préliminaire 4 de la directive relative aux ascenseurs de la CE):

Cette remarque préliminaire de la directive ascenseurs CE n'a pas été reprise dans l'ordonnance. En effet, la loi sur les produits de construction (LPCo; RS 933.0) - dans laquelle a été transposée la directive européenne sur les produits de construction 89/106/CEE - et qui est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2001, exclut certains produits, dont les ascenseurs, de son champ d'application et renvoie à la LSIT (à l'ordonnance sur les ascenseurs, en l'occurrence).

Art. 1 (LPCo) Objet et champ d'application

¹ La présente loi règle la mise sur le marché des produits de construction.

² Elle ne s'applique pas :

- a. si le produit de construction tombe sous le coup de la loi fédérale du 19 mars 1976 sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques;
- b. si la mise sur le marché de certains produits ou leur utilisation est réglée de manière exhaustive par d'autres dispositions fédérales.

Lorsque l'**analyse des risques** au sens de l'annexe 1, point 3 de l'ordonnance sur les ascenseurs révèle des dangers ne figurant pas dans la directive ascenseurs, les exigences fixées par la loi fédérale sur les produits de construction restent déterminantes en tant qu'état de la technique.

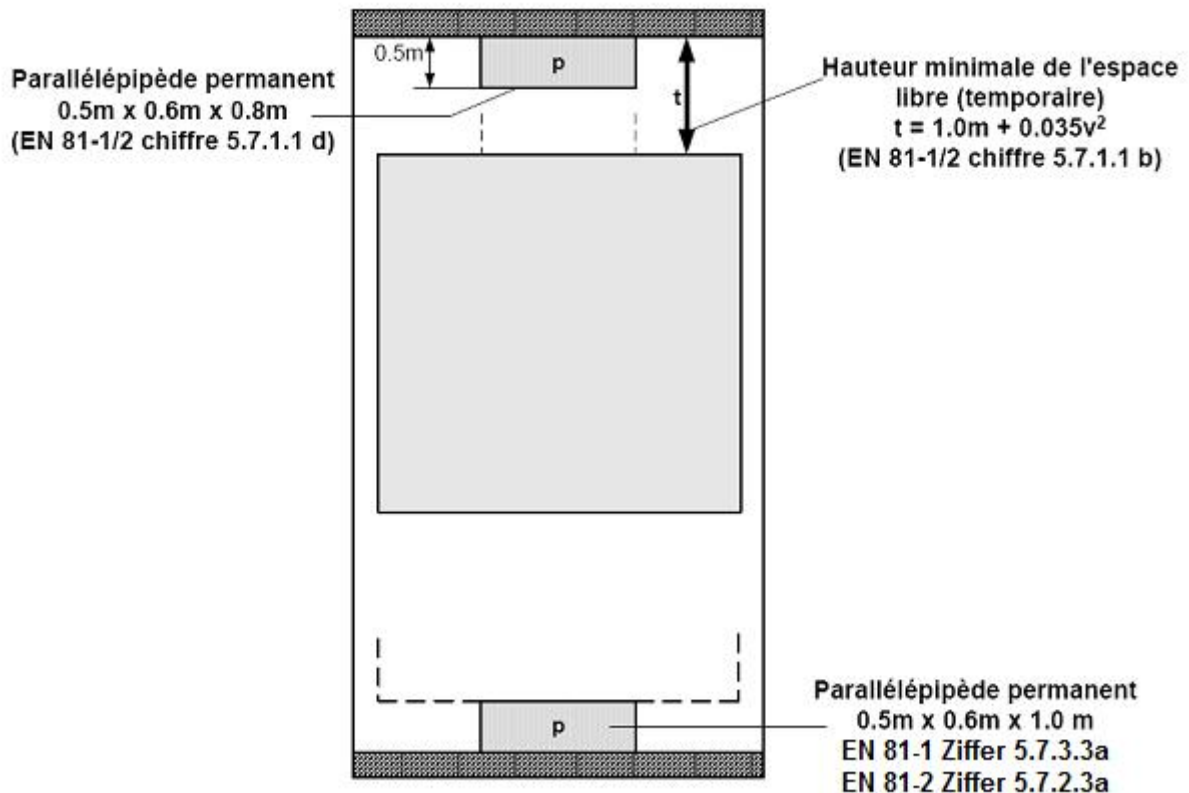
Annexe 1, chiffre 1.2

Voir norme SN EN 81-70/A1:2004 qui définit la relation entre les points de la norme et les exigences essentielles de l'ordonnance ascenseurs / directive 95/16/EC (voir l'appendice 2).

Annexe 1, chiffre 2.2:

Pour les *nouveaux* ascenseurs, il faut éviter le risque d'écrasement lorsque la cabine se trouve dans une de ses positions extrêmes, en ménageant un espace libre ou un refuge. Il ressort des termes du ch. 2.2 de l'annexe 1 de l'ordonnance sur les ascenseurs et de la directive CE relative aux ascenseurs, que pour le législateur, la sécurité optimale passe par un espace de sécurité obligatoire (réserve supérieure et cuvette conformes aux normes harmonisées déjà citées SN EN 81-1:1998 et SN EN 81-2:1998).

L'espace de protection est constitué selon la norme SN EN 81-1/2:1998 d'un parallélépipède rectangle de 0.5 x 0.6 x 0.8 m (cf. chiffre 5.7.1.1. d) ainsi que d'un espace libre (cf. chiffre 5.7.1.1. b). La norme harmonisée SN EN 349:1995 de la directive sur les machines précise que le parallélépipède rectangle doit avoir une hauteur minimale de 0.5 m afin d'éviter qu'une personne soit écrasée. Le parallélépipède rectangle (p) doit être durable (construction uniquement destinée à la sécurité). L'espace libre avec une hauteur minimale t peut être aménagé de manière provisoire, pour autant que l'accès à la gaine ne soit possible que lorsque cette espace libre provisoire est installé. Cette solution doit faire l'objet d'une certification par un organe d'évaluation de la conformité reconnu (Notified Body).

Description simplifiée des réserves dans les gaines

Les autres solutions sont *par définition* moins sûres. Au 3^e alinéa de l'annexe 1, ch. 2.2, l'ordonnance sur les ascenseurs prévoit cependant une exception : "*Dans des cas exceptionnels, notamment dans les immeubles existants, lorsque la solution précédente est*

impossible à réaliser, on peut prévoir d'autres moyens appropriés pour éviter ce risque." On ne peut cependant pas conclure de la formulation "notamment dans les immeubles existants" que ces autres moyens sont maintenant admis en règle générale dans les immeubles existants. Dans ce cas aussi la solution décrite ci-dessus doit être appliquée en premier lieu. Pour juger si l'on est en face d'un "cas exceptionnel", que l'immeuble soit nouveau ou existant, il faut se fonder sur des critères objectifs.

Sont des critères objectifs:

A. une impossibilité technique:

- niveau de la nappe phréatique
- conduits sous l'immeuble
- lignes aériennes
- tunnel, pont

B. une impossibilité juridique:

- législation sur les constructions , p. ex. limites de hauteur des toits
- conditions liées à la conservation des monuments historiques
- normes techniques de sécurité, p. ex. la distance des lignes électriques aériennes

Une augmentation du coût n'est pas, en soi, un critère objectif au sens de l'ordonnance sur les ascenseurs.

Cette liste n'est pas exhaustive. Pour déterminer si l'on est en présence d'un cas d'exception, il faut prendre en considération la situation concrète du cas d'espèce ainsi que les exigences architecturales. Ainsi, si l'espace libre, au sens du chiffre 2.2. de l'annexe I, ne peut être réalisé, le maître d'ouvrage ou son représentant doit fonder et soumettre aux autorités de constructions la raison pour laquelle il recourt à une solution de rechange.¹

Le maître d'ouvrage doit déposer une demande de permis de construire pour un ascenseur, qui doit être conforme aux consignes de l'annexe 1 chiffre 2.2 de l'ordonnance sur les ascenseurs. Le maître d'ouvrage et l'installateur pourront alors savoir, sur la base du permis de construire, si cet ascenseur peut ainsi être construit ou si, compte tenu des obstacles juridiques (hauteur du toit) ou de construction (par exemple, ligne aérienne, tunnel) les espaces libres prescrits ne pourront être obtenus qu'au moyen de mesures techniques.

En présence d'un cas exceptionnel, il est nécessaire d'installer un ascenseur qui correspond à la norme EN 81-21 ou bien, si ce n'est pas possible, qui a été soumis pour ce cas à une des procédures d'évaluation de la conformité définies dans l'ordonnance ascenseurs.

Il est recommandé que la personne responsable de la mise en circulation (par exemple le fabricant, l'entreprise chargée de l'installation) s'entende suffisamment tôt au sujet de la solution avec les autorités de constructions et l'organe de contrôle pour les ascenseurs (par exemple pendant la phase de planification ou de construction).

Annexe 1, chiffre 2.3:

En service normal, un dispositif de verrouillage sur les portes palières doit empêcher que la cabine suite à un appel se mette en mouvement, lorsque les portes palières ne sont pas totalement fermées et verrouillées.

Annexe 1, chiffre 4.5:

Les systèmes d'alarme de secours et de communication doivent se trouver à la portée des personnes handicapées utilisant l'ascenseur de façon autonome.

¹ Cela signifie concrètement que le fait de ne pas avoir recours au parallélepède rectangle permanent, gage d'une certaine garantie, doit mener à une solution de rechange garantissant un niveau de sécurité semblable.

Le système d'alarme doit aboutir nuit et jour dans une unité comportant des personnes formées de manière adéquate. Il peut s'agir par exemple de la centrale ou d'un service de piquet de l'entreprise responsable de l'entretien de l'ascenseur et, en complément, d'une entreprise de service de nuit.

Il peut s'agir aussi d'un système radio, disponible dans le commerce, testé et autorisé.

Il peut également s'agir d'un système ISDN, pour autant que la ligne ISDN soit munie d'une alimentation de secours en électricité et qu'un deuxième appareil (fax, répondeur, etc.) ne soit pas couplé à la ligne d'urgence.

Si lors de sa remise, un ascenseur ne répond pas aux exigences essentielles de sécurité et de santé au sens de l'art. 3 LSIT, l'entreprise de montage doit refuser à l'exploitant l'attestation de conformité et l'aviser des conséquences légales (violation de l'art. 3 LSIT et de l'art 24 al. LAA). La personne responsable de la mise en circulation ne dispose d'aucun moyen pour intervenir auprès de l'exploitant afin d'empêcher l'utilisation de l'ascenseur nonconforme. Si, en **entreprise**, l'exploitant d'un ascenseur met à disposition de ses employés une installation non-conforme, l'organe de contrôle compétent (Suva) pourra exiger de sa part, dans le cadre de la LAA, qu'il procède à l'élimination du défaut. Suivant la dangerosité, l'organe de contrôle pourra même prononcer l'arrêt de l'installation.

L'entreprise de montage veillera si possible à ce qu'une date soit fixée dans le contrat, à partir de laquelle l'exploitant ou le maître d'ouvrage est à même d'accepter la livraison de l'ascenseur, respectivement que l'exploitant ou le maître d'ouvrage ait accompli les actes préparatoires qui lui incombent et sans lesquels l'entreprise de montage ne peut exécuter son obligation. Ainsi, si l'exploitant ou le maître d'ouvrage n'a par exemple pas accompli la mise en place d'un système d'alarme tel que décrit ci-dessus, l'exploitant ou le maître d'ouvrage sera en demeure (cf. demeure du créancier, art. 91 ss CO).

Le domaine hors entreprise relève avant tout d'un problème de droit privé entre l'entreprise de montage et le maître d'ouvrage. Dans la mesure où le maître d'ouvrage ne coopère pas ou met en service un ascenseur non-conforme, l'entreprise de montage doit annoncer ce fait aux autorités de construction de la commune et à l'organe de contrôle LSIT (IFA).

Annexe 1, chiffre 4.6:

Le local des machines (local d'exploitation électrique) et le dispositif de protection contre la surchauffe du bobinage du moteur sont ici deux entités distinctes l'une de l'autre.

Local des machines:

Les normes harmonisées EN 81 n'imposent aujourd'hui aucune valeur limite de température pour ce local mais présument que la température ambiante y est maintenue entre + 5°C et + 40°C. Il existe aujourd'hui des systèmes dont le moteur et la commande électrique sont placés directement dans la gaine de l'ascenseur ou apposés à la cabine. S'agissant de ces installations la même présupposition est faite quant à la température ambiante. Si ladite plage de température ne peut être garantie, il convient de prendre des mesures de remplacement (analyse de risque / examen de types). La présence d'un dispositif de commutation interrompant spontanément l'alimentation électrique en cas de surchauffe du bobinage est obligatoire. Le circuit peut être remis en marche spontanément lorsque le refroidissement du moteur est suffisant. Toutefois, l'ascenseur doit se déplacer jusqu'à l'arrêt prévu avant l'interruption du circuit électrique, afin de permettre aux passagers de quitter la cabine.

Annexe 2: Examen de type

- pas de commentaire

Annexe 3: Contrôle final

- pas de commentaire

Annexe 4: Assurance qualité produits éléments de sécurité

- pas de commentaire

Annexe 5: Assurance qualité complète

- pas de commentaire

Annexe 6: Vérification à l'unité

- pas de commentaire

Annexe 7: Conformité au type avec contrôle par sondage

- pas de commentaire

Annexe 8: Assurance qualité produits ascenseurs

- pas de commentaire

Annexe 9: Assurance qualité complète

- pas de commentaire

Annexe 10: Assurance de qualité production

- pas de commentaire

Annexe 11: Liste des composants de sécurité

- pas de commentaire

7. Bibliographie, liste des adresses, sigles et acronymes

Commission européenne

European Commission
Enterprise DG unit G.3
Rue de la Loi, 200
B-1049 Bruxelles

Fax: +32 2 296 62 73

Site Internet:

http://europa.eu.int/comm/enterprise/mechan_equipment/index.htm

Documents:

- Directive 95/16/CE du Parlement européen et du Conseil, du 29 juin 1995, concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux ascenseurs JO n° L 213/1 du 07.09.1995
- 95/216/CE: Recommandation de la Commission, du 8 juin 1995, concernant l'amélioration de la sécurité des ascenseurs existants (texte d'importance pour l'EEE), JO n° L 134/37 du 20/06/1995 juillet 1995
- Déclaration du Parlement européen, du Conseil et de la Commission pour l'accès des cabines aux handicapés, JO n° L 213/32 du 07.09.95
- Journal officiel des Communautés européennes <http://europa.eu.int/eur-lex/fr/search/>

CEOC (European Confederation of Control, Inspection and Prevention Organisations)

Confédération européenne des organismes de
contrôle, d'inspection et de prévention
Secrétariat général
Rue du Commerce 20/22
B-1000 Bruxelles

Tél.: + 32 2 511 50 65

Fax: + 32 2 502 50 47

Site Internet: <http://www.ceoc.com>

Documents:

- Guidance Document lift Directive 95/16/EC CEOC/CL/5072/97, en cours de révision

SAS

Service d'Accréditation Suisse
Secrétariat d'Etat à l'économie
Lindenweg 50
3003 Berne Wabern

Tél.: 031 323 35 11
Fax: 031 323 35 10
e-mail: sasmaster@sas.ch
Site Internet: <http://www.sas.ch/>

Documents:

- Directives concernant l'accréditation et la certification, également disponibles sur Internet

ASIT

Inspection Fédéral des Ascenseurs
Richtistrasse 15
Postfach
8304 Wallisellen

Tel: 044 877 62 60
Fax: 044 877 62 61
e-mail: aufzuege@svti.ch
Internet: <http://www.svti.ch/>

Documents:

- Internetmeldewesen für neu in Verkehr gebrachte Aufzüge
- Konformitätsbewertungsverfahren für Aufzüge laut Aufzugsverordnung

SECO (Secrétariat d'Etat à l'économie)

Secrétariat d'Etat à l'économie
Installations et appareils techniques
Stauffacherstrasse 101
CH-8004 Zurich

Tél.: 043 322 21 40
Fax: 043 322 21 49
e-mail: abtg@seco.admin.ch
Site Internet: <http://www.seco-admin.ch>
<http://www.conditionsdetravail.ch/>

Documents:

- Loi fédérale sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques (LSIT, RS 819.1)
- Ordonnance sur la sécurité d'installations et d'appareils techniques (OSIT, RS 819.11)
- Ordonnance sur la sécurité des ascenseurs; (ordonnance sur les ascenseurs, RS 819.13)
- Feuillet d'information du **SECO**: M990709
«Moyens de transport», tels qu'ascenseurs, ascenseurs inclinés et plates-formes d'élévation pour personnes à mobilité réduite
- «Liste IAT» Compétences pour le contrôle du marché, Edition du 23 juillet 1999, N° 710.110.f (OFCL/OCFIM)
- Commentaire de la LSIT, janvier 2004
- Ascenseurs pour personnes à mobilité réduite, Circulaire CFIAT du 18 décembre 1996 (cf. **appendice 3**)

Suva

Caisse nationale suisse d'assurances en cas d'accidents
Rösslimattstrasse 39
6005 Luzern

Tel: 041 419 51 00
Fax: 041 419 57 28
e-mail:
Internet: <http://www.suva.ch/>

SNV

Association suisse de normalisation
Brüglistrasse 29
8400 Winterthur

Tél.: 052 224 54 54

Fax: 052 224 54 74

e-mail: info@snv.ch

Site Internet: <http://www.snv.ch>

Le texte des normes peut être commandé
au numéro de tél. suivant: 052 224 54 54

Documents:

- Divers recueils d'informations

8. Liste des organismes d'essai

Pour le moment, les seuls organismes d'essai, d'inspection et de certification accrédités en Suisse dans le domaine des ascenseurs sont l'office des permis de construction de la ville de Zurich, division des ascenseurs (Amt für Baubewilligungen der Stadt Zürich, Abteilung Aufzugsanlagen) le bureau d'ingénieurs Götschi AG, Buchs/ZH et CHECK-LIFT, Patrick Marton, 1092 Belmont (VD). Ces deux organes ne sont néanmoins pas encore reconnus par la CE. Cela devrait néanmoins faire l'objet d'un chapitre additionnel aux accords bilatéraux, et grâce auquel une reconnaissance mutuelle des organes serait alors possible. En outre, FIBA Sàrl, à 8964 Rudolfstetten, travaille en Suisse comme succursale du TÜV Autriche dans le domaine des ascenseurs. Les fabricants suisses qui souhaitent exporter dans la CE doivent donc encore pour le moment faire appel à des organismes d'essais de la CE. La liste des services accrédités ou «organismes notifiés» au sein de la CE est disponible auprès de la Commission européenne «DG Enterprise» (anciennement DG III, rue de la Loi 200, B – 1049 Bruxelles).

E-Mail: entr-regul-coord-mra@cec.eu.int

http://europa.eu.int/comm/enterprise/mailbox/request_form_en.htm

9. Liste des appendices

(voir Table des matières, note de bas de page concernant les appendices)

- | | | |
|-----------|----|---|
| Appendice | 1: | Tableau de concordance entre les annexes à l'ordonnance sur les ascenseurs et les annexes à la directive de la CE relative aux ascenseurs |
| Appendice | 2: | Explications sur les Ascenseurs pour personnes avec un handicap |
| Appendice | 3: | Exemple de déclaration de conformité établi par l'EEA |
| Appendice | 4: | Présentation schématique des procédures d'évaluation de conformité prévues par la directive 95/16/CE |
| Appendice | 5: | Déroulement de la procédure d'évaluation de la conformité |
| Appendice | 6: | Nouveau modèle d'exécution de la LSIT |
| Appendice | 7: | Futures structures des normes EN 81 |
| Appendice | 8: | Champ d'application de lois et de normes |
| Appendice | 9: | Liste des thèmes traités (recherche par mots-clés) |

Ordonnance sur la sécurité des ascenseurs (ordonnance ascenseurs)
SR 819.13

Tableau de concordance entre les annexes à l'ordonnance ascenseurs et les annexes à la directive de la CE relative aux ascenseurs

Annexes ordonnance	Annexes directive
1	I
2	V
3	VI
4	VIII
5	IX
6	X
7	XI
8	XII
9	XIII
10	XIV
11	IV

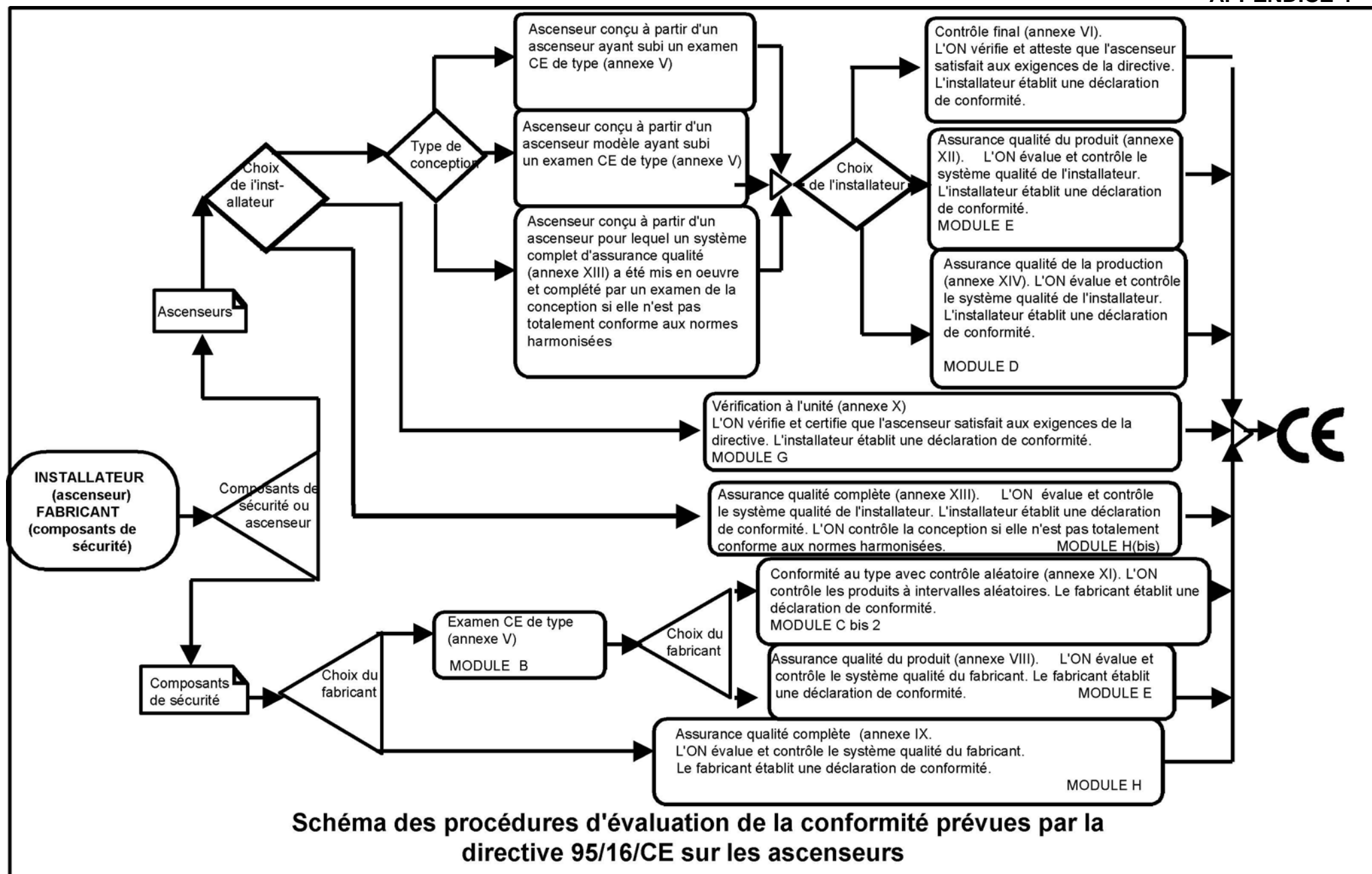
EXPLICATIONS SUR LES ASCENSEURS POUR DES PERSONNES Y COMPRIS DES PERSONNES AVEC UN HANDICAP

Lien entre la norme SN EN 81-70 et les exigences de santé et de sécurité du l'ordonnance sur les ascenseurs RS 819.13

Article de la norme EN81.70	Définition	Exigences des dir. 95/16/CE et 98/37/CE
5.2.1; 5.2.3; 5.3.1; 6; Tab 1	Dimension et accès cabine	Art 1.2 95/16/CE Lorsque l'ascenseur est destiné au transport de personnes et que ses dimensions le permettent, la cabine doit être conçue et construite de façon à ne pas entraver ou empêcher, par ses caractéristiques structurelles, l'accès et l'usage par des personnes handicapées...
5.4; 6 Tableau 2 ; annexe F	Dispositifs de commande	Art 1.6.1 95/16/CE Les organes de commande des ascenseurs destinés à être utilisés par des personnes handicapées non accompagnées doivent être conçu et disposés de façon appropriée. Art 1.6.2 La fonction des organes de commande doit être clairement marquée
5.3.2; 5.3.3	Équipements en cabine et précision d'arrêt	Art 1.1 95/16/CE et 1.5.15 98/37/CE Les parties de la machine sur lesquelles il est prévu que des personnes puissent être amenées à se déplacer ou à stationner doivent être conçues et construites de façon à éviter que les personnes ne glissent, trébuchent ou tombent sur ces parties ou hors de celle-ci.
5.2.4	Barrière lumineuse	Art 1.1 95/16/CE et 1.3.7 98/37/CE Les éléments mobiles de la machine doivent être conçus (...) de façon à prévenir tout risque de contact pouvant entraîner des accidents.

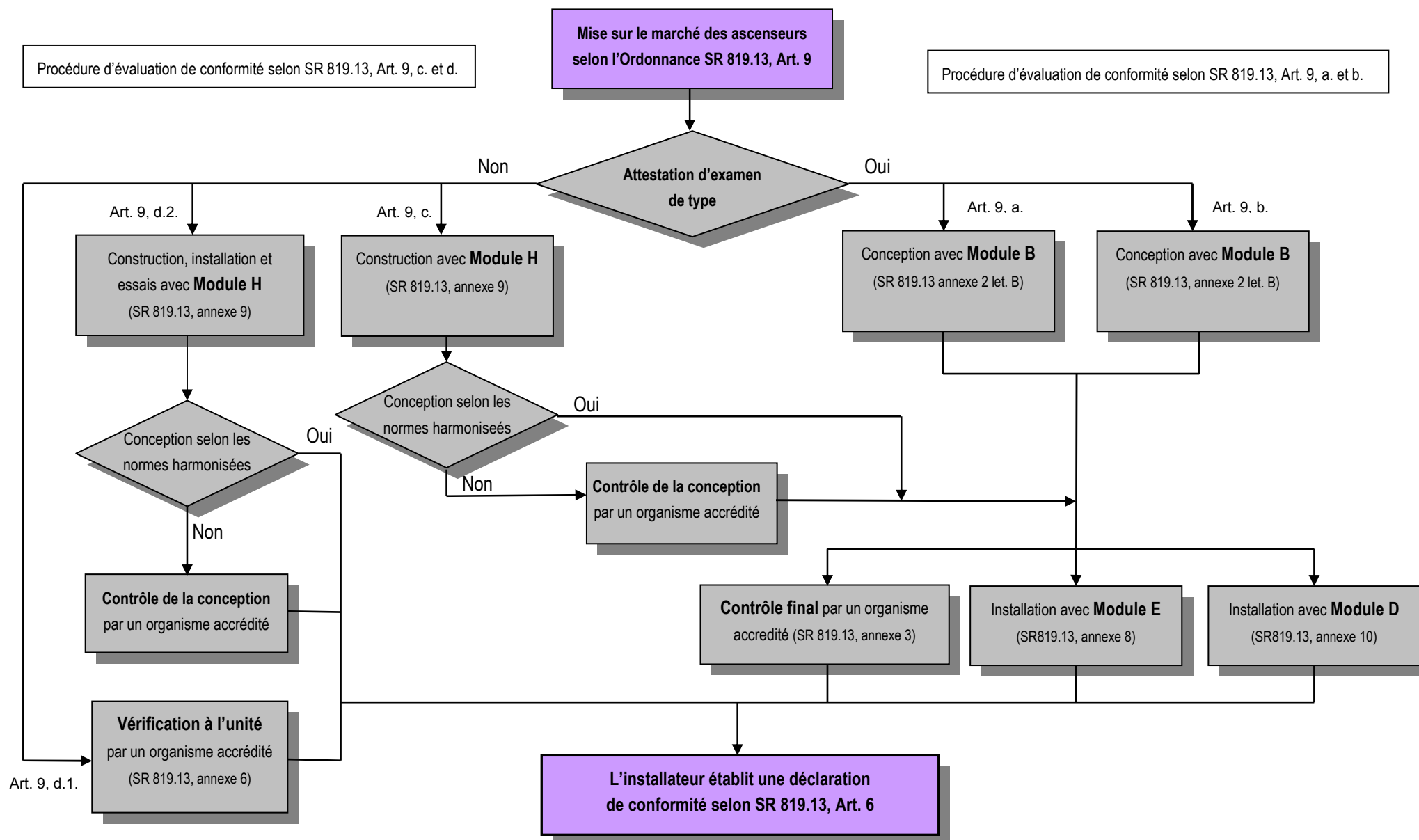
Exemple de déclaration de conformité (source EEA)

	DECLARATION DE CONFORMITE POUR ASCENSEUR
Nom de l'entreprise chargée de l'installation	
Adresse	
Produit	
Type	
Numéro de série	
Année d'installation	
Lieu d'installation	
Organisme notifié	
Nom	
Adresse	
Numéro de référence (si nécessaire)	
Examen de type	
	Nous certifions, dans la limite de nos compétences et de notre sphère d'influence, que cet ascenseur est conforme aux directives CE et aux normes harmonisées EN mentionnées ci-dessous.
Directive CE 95/16/CE	Normes EN (renvoyer si nécessaire au marquage CE)
(ascenseurs)	
	Autres normes auxquelles la déclaration de conformité fait référence
	Usage prévu: conformément aux instructions figurant sur la plaquette à l'intérieur de la cabine et dans la notice d'utilisation
	☐
	☐ Personnes
	☐ Personnes et biens
	☐ Autres (à préciser)
	Lieu:
	Nom du/de la responsable:
	Date:
	Signature:



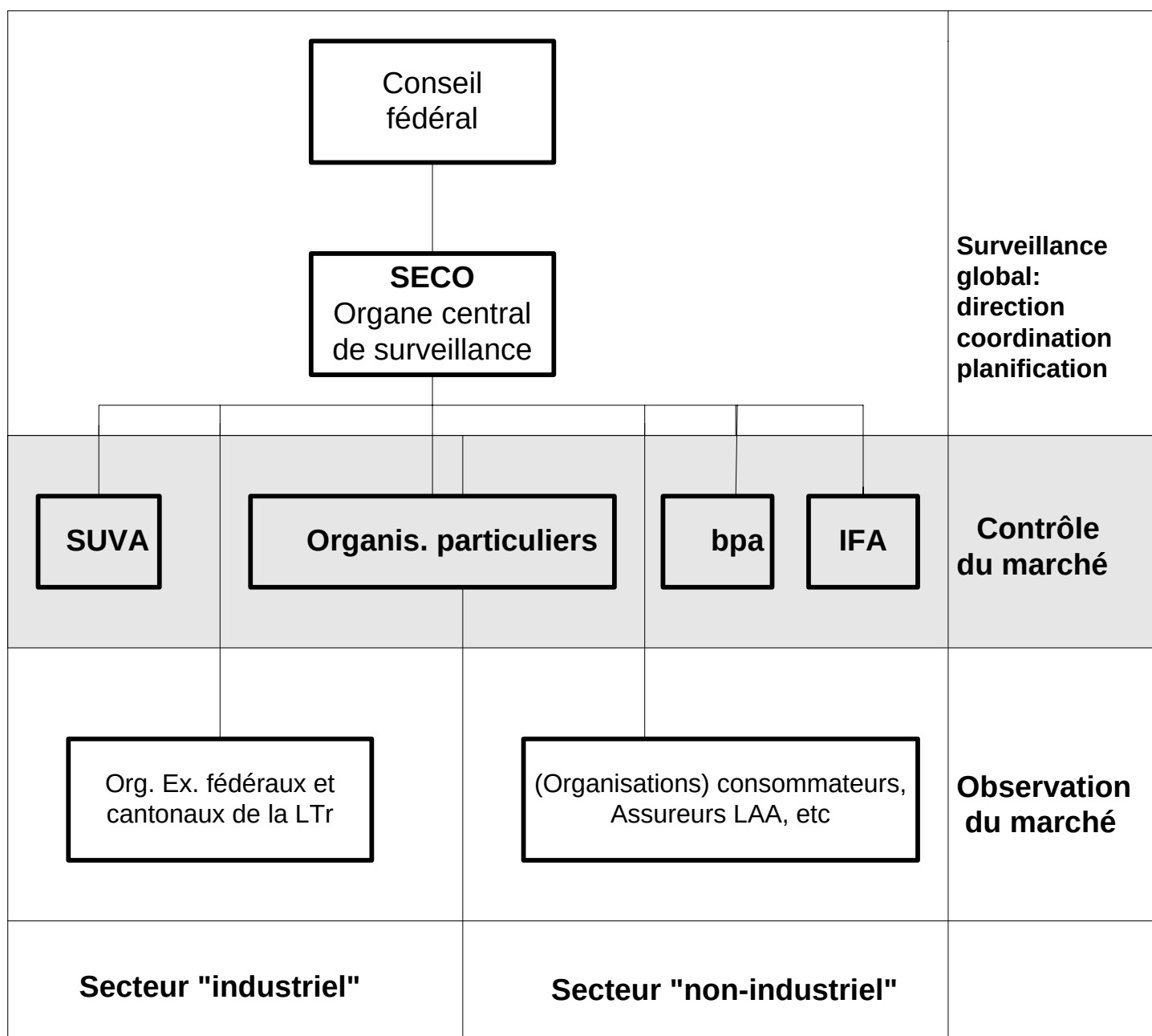


Inspection fédérale des ascenseurs en dehors du domaine professionnel



Modèle actuel d'exécution de la LSIT

approuvé par le conseil fédéral



Trois domaines de fonctionnalité:

- **Observation du marché :** Contrôle visuel, annonce à l'organe central
- **Contrôle du marché:** Examen des papiers ou de la déclaration de conformité, le cas échéant, décision et exécution d'un examen technique
- **Surveillance globale:** Direction, coordination et planification de l'ensemble des activités d'exécution

Structure des normes EN 81, état : Février 2004

Dans le système de la série de normes EN 81 peuvent intervenir les sortes de publications CEN suivantes : des normes européennes (EN) CEN, des spécifications techniques (TS) ou des rapports techniques CEN (TR). Elles ne se distinguent entre elles que par la suite de lettres devant leur numéro.

La numérotation des parties individuelles de cette série de normes obéit à une répartition systématique qui s'exprime par un titre en trois parties.

Le premier élément du titre "Règles de sécurité pour la construction et le montage d'ascenseurs" reste le même pour toutes les parties de normes.

Le deuxième élément du titre décrit les groupes principaux d'après les aspects suivants:

Tableau 1 Groupes principaux de la série de normes EN 81

Groupe principal	Désignation	Explications
10 – 19	Bases	Parties de normes de portée générale et/ou d'instructions
20 – 29	Ascenseurs servant au transport de personnes ou de marchandises	Parties de normes de la série de normes pour les ascenseurs soumis à la directive 95/16/CE sur les ascenseurs
30 – 39	Monte-charge	Parties de normes de la série de normes pour les ascenseurs soumis à la directive 98/37/CE sur les machines
40 – 49	Ascenseurs et monte-charge particuliers servant au transport de personnes	
50 – 59	Contrôles	Parties de normes de la série de normes décrivant les différents contrôles des éléments de sécurité et des ascenseurs
60 – 69	Documentation sur les ascenseurs	Parties de normes de la série de normes décrivant la documentation technique et les mesures pour une utilisation sûre des ascenseurs
70 – 79	Utilisations particulières d'ascenseurs et de monte-charge	Parties de normes de la série de normes pour les ascenseurs soumis à la directive sur les ascenseurs et comprenant des exigences complémentaires aux parties de normes du groupe principal 20-29
80 – 89	Installations d'ascenseurs existantes	Parties de normes de la série de normes simplifiant la mise en conformité de la sécurité des ascenseurs existants
90 – 99	Présentement non utilisés	

Le troisième élément du titre se rapporte au contenu de la partie de norme concernée.

Le format d'un titre d'une partie de norme de la série de normes prend la forme de l'exemple suivant :

**Règles de sécurité pour la
 construction et le montage d'ascenseurs
 - Bases – Partie 10: Système de la série de normes EN 81**

Le système comprend tous les genres d'ascenseurs concernés par la norme CEN/TC 10. En plus le système offre également la possibilité d'intégrer des parties de normes ne faisant pas partie des normes harmonisées au sens des articles 95 (anciennement art. 100a) et 138 (anciennement 100a) de la norme.

Tableau 2: Parties de la série de normes EN 81, éléments de titres et numéros

Numéro de la partie de norme	TITRE			EXPLICATIONS
	1er élément	2 ^{ème} élément	3 ^{ème} élément	Parties de portée générale
CEN/TR 81 – 10	Règles de sécurité pour la construction et le montage d'ascenseurs	Bases	Partie 10: Système de la série de normes EN 81	Description de la structure de la série de normes et des procédures de dimensionnement
EN 81 – 11			Partie 11: Définitions et hypothèses de base	Reprise des définitions générales et des hypothèses de EN 81-1/2
EN 81 – 12			Partie 12: Procédure d'appréciation du risque	Renvois spéciaux pour l'utilisation de la norme EN 1050 relative aux installations d'ascenseurs, utilisation de ISO /TS 14798-1
EN 81 – 13			Partie 13: Procédures de calcul particulières	Reprise des procédures de calcul de EN 81-1/2 pour autant qu'elles soient utilisables de manière générale
EN 81 – 14			Partie 14:	Présentement non utilisée
EN 81 – 15			Partie 15:	Présentement non utilisée
EN 81 – 16			Partie 16:	Présentement non utilisée
EN 81 – 17			Partie 17:	Présentement non utilisée
EN 81 – 18			Partie 18:	Présentement non utilisée
CEN/TS 81 – 19			Partie 19: Dimensionnement	Interprétation des parties de normes EN 81-10 à EN 81-18

(à suivre)

Tableau 2: Parties de la série de normes EN 81, éléments de titres et numéros (suite)

Numéro de la partie de norme	TITRE			EXPLICATIONS
	1er élément	2 ^{ème} élément	3 ^{ème} élément	
EN 81 – 20	Règles de sécurité pour la construction et le montage d'ascenseurs	Ascenseurs servant au transport de personnes et de marchandises	Partie 20: Ascenseurs et monte-charge dans des bâtiments neufs	Ascenseurs soumis à la directive 95/16/CE sur les ascenseurs Description des exigences pour une installation complète d'ascenseur ou de monte-charge, indépendamment de son genre d'entraînement. Les exigences concernant les différents entraînements sont contenues dans les annexes de cette partie de norme. Exigences de construction dans norme existante EN 81-1/2
EN 81 – 21			Partie 21: Ascenseurs et monte-charge dans des bâtiments existants	Description de solutions alternatives quand les exigences de EN 81-20 ne peuvent être satisfaites pour des raisons objectives lors du montage d'un nouvel ascenseur dans un bâtiment existant
EN 81 – 22			Partie 22: Ascenseurs et monte-charge obliques	Exigences spéciales lorsqu'un ascenseur ou un monte-charge oblique présente un angle de 15° ou plus par rapport à la verticale
EN 81 – 23			Partie 23:	Présentement non utilisée
EN 81 – 24			Partie 24:	Présentement non utilisée
EN 81 – 25			Partie 25:	Présentement non utilisée
EN 81 – 26			Partie 26:	Présentement non utilisée
EN 81 – 27			Partie 27:	Présentement non utilisée
EN 81 – 28			Partie 28: Appels d'urgence depuis les ascenseurs et monte-charge	
TS 81 – 29			Partie 29: Dimensionnement	Interprétation des parties de normes EN 81-20 à EN 81-28

(à suivre)

Tableau 2: Parties de la série de normes EN 81, éléments de titres et numéros (suite)

Numéro de la partie de norme	TITRE			EXPLICATIONS
	1er élément	2 ^{ème} élément	3 ^{ème} élément	Ascenseurs soumis à la directive sur les machines
EN 81 – 30	Règles de sécurité pour la construction et le montage d'ascenseurs	Monte-charge	Partie 30: Petits monte-charge (Directive Machines 98/37/CE)	Description des exigences pour une installation complète de petit monte-charge, indépendamment de son genre d'entraînement. Les exigences concernant les différents entraînements sont contenues dans les annexes de cette partie de norme. Exigences de construction dans norme existante EN 81-3.
EN 81 – 31			Partie 31: Monte-charge accessibles aux personnes, électriques et hydrauliques	Description des exigences pour une installation de monte-charge, à plate-forme entièrement accessible aux personnes, indépendamment de son genre d'entraînement. Les exigences concernant les différents entraînements sont contenues dans les annexes de cette partie de norme.
EN 81 – 32			Partie 32: Monte-charge de chantiers – monte-charge à plate-forme accessible aux personnes	Description des exigences pour une installation complète d'ascenseur ou de monte-charge indépendamment de son genre d'entraînement. Les exigences concernant les différents entraînements sont contenues dans les annexes de cette partie de norme. Exigences de construction dans norme existante EN 12 158-1. Lors de la prochaine révision de la norme, on réexamine si elle reste une partie de cette série de normes.
EN 81 – 33			Partie 33: Monte-charge de chantiers – monte-charge obliques à plate-forme non accessible aux personnes	Description des exigences pour une installation complète d'ascenseur ou de monte-charge oblique, indépendamment de son genre d'entraînement. Les exigences concernant les différents entraînements sont contenues dans les annexes de cette partie de norme. Exigences de construction dans norme existante EN 12 158-2.
EN 81 – 34			Partie 34:	Présentement non utilisée
EN 81 – 35			Partie 35:	Présentement non utilisée
EN 81 – 36			Partie 36:	Présentement non utilisée
EN 81 – 37			Partie 37:	Présentement non utilisée
EN 81 – 38			Partie 38:	Présentement non utilisée
CEN/TS 81 – 39			Partie 39: Dimensionnement	Interprétation des parties de normes EN 81-30 à EN 81-38

(à suivre)

Tableau 2: Parties de la série de normes EN 81, éléments de titres et numéros (suite)

Numéro de la partie de norme	TITRE			EXPLICATIONS
	1 ^{er} élément	2 ^{ème} élément	3 ^{ème} élément	
EN 81 – 40	Règles de sécurité pour la construction et le montage d'ascenseurs	Ascenseurs spéciaux servant au transport de personnes et de marchandises	Partie 40: Elévateurs d'escalier motorisés et plate-formes élévatrices obliques	Ascenseurs soumis à la directive machines 98/37/CE. Les monte-charge de chantiers servant également au transport de personnes ne sont pas soumis à la directive machines. Il est prévu de les y intégrer lors de la prochaine révision.
EN 81 – 41			Partie 41: Plate-formes élévatrices à course verticale	Ascenseurs pour handicapés, reprise de la norme ISO 9386-2
EN 81 – 42			Partie 42: Ascenseurs de chantiers avec nacelles à déplacement vertical servant au transport de personnes ou de marchandises	Ascenseurs pour handicapés, reprise de la norme ISO 9386-1
EN 81 – 43			Partie 43: Ascenseurs pour atteindre des postes de travail	Description des exigences valables pour une installation complète d'ascenseur de chantier servant au transport de personnes et de marchandises, indépendamment du mode d'entraînement. Les exigences concernant les entraînements sont décrites dans les annexes de cette partie de norme. Exigences de construction dans norme existante EN 12 159. Lors de la prochaine révision de la norme, on réexamine si elle reste une partie de cette série de normes.
EN 81 – 44			Partie 44:	
EN 81 – 45			Partie 45:	Présentement non utilisée
EN 81 – 46			Partie 46:	Présentement non utilisée
EN 81 – 47			Partie 47:	Présentement non utilisée
EN 81 – 48			Partie 48: Ascenseurs dans des moyens de transport	Présentement non utilisée
CEN/TS 81-49			Partie 49: Dimensionnement	Les moyens de transport sont p. ex. des bateaux, des trains, des aéronefs
				Interprétation des parties de normes EN 81-40 à EN 81-48

(à suivre)

Tableau 2: Parties de la série de normes EN 81, éléments de titres et numéros (suite)

Numéro de la partie de norme	TITRE			EXPLICATIONS
	1er élément	2 ^{ème} élément	3 ^{ème} élément	
EN 81 – 50	Règles de sécurité pour la construction et le montage d'ascenseurs	Contrôles	Partie 50: Examen "CE" de type pour les éléments de sécurité	Description de la procédure d'examen "CE" de type pour les éléments de sécurité. Reprise de l'annexe F de la norme existante EN 81-1/2
EN 81 – 51			Partie 51: Examen "CE" de type pour les installations d'ascenseurs	Description de la procédure d'examen "CE" de type pour les ascenseurs ou les modèles
EN 81 – 52			Partie 52: Contrôle final et contrôles périodiques	Description de la procédure de contrôle de l'installation avant sa mise en service et de la procédure pour les contrôles périodiques. Reprise des annexes D et E de EN 81-1/2.
EN 81 – 53			Partie 53:	Présentement non utilisée
EN 81 – 54			Partie 54:	Présentement non utilisée
EN 81 – 55			Partie 55:	Présentement non utilisée
EN 81 – 56			Partie 56:	Présentement non utilisée
EN 81 – 57			Partie 57:	Présentement non utilisée
EN 81 – 58			Partie 58: Epreuves au feu des portes palières des ascenseurs	Description des méthodes d'essai de disposition de la rugosité de feu des portes palières qui sont exposées à un feu a côte d'arrêt.
CEN/TS 81–59			Partie 59: Dimensionnement	Interprétation des parties de normes EN 81-50 à EN 81-58

(à suivre)

Tableau 2: Parties de la série de normes EN 81, éléments de titres et numéros (suite)

Numéro de la partie de norme	TITRE			EXPLICATIONS
	1 ^{er} élément	2 ^{ème} élément	3 ^{ème} élément	
EN 81 – 60	Règles de sécurité pour la construction et le montage d'ascenseurs	Documentation	Partie 60: Description et mode d'emploi pour les éléments de sécurité	Exigences complémentaires à l'annexe I, chiffre 6.1 de la directive 95/16/CE sur les ascenseurs
EN 81 – 61			Partie 61: Description et mode d'emploi pour les ascenseurs destinés au transport de personnes et de marchandises	Exigences complémentaires à l'annexe I, chiffre 6.2 de la directive 95/16/CE sur les ascenseurs
EN 81 – 62			Partie 62: Description et mode d'emploi pour les ascenseurs particuliers servant au transport de personnes et de marchandises	Exigences complémentaires à l'annexe I, chiffre 1.7.4 de la directive 98/37/CE sur les machines
EN 81 – 63			Partie 63: Description et mode d'emploi pour monte-charge	Exigences complémentaires à l'annexe I, chiffre 1.7.4 de la directive 98/37/CE sur les machines
EN 81 – 64			Partie 64: Prescriptions d'entretien pour les ascenseurs servant au transport de personnes et de marchandises ainsi que pour les monte-charge.	Exigences complémentaires à l'annexe I, chiffre 6.2 de la directive 95/16/EC sur les ascenseurs et à l'annexe I, chiffre 1.7.4 de la directive 98/37/CE sur les machines
EN 81 – 65			Partie 65: Prescriptions d'entretien pour les ascenseurs particuliers servant au transport de personnes et de marchandises	Exigences complémentaires à l'annexe I, chiffre 1.7.4 de la directive 98/37/CE sur les machines. Les monte-charge de chantiers servant également au transport de personnes ne sont pas soumis à la directive machines. Il est prévu de les y intégrer lors de la prochaine révision.
EN 81 – 66			Partie 66 :	Présentement non utilisée
EN 81 – 67			Partie 67 :	Présentement non utilisée
EN 81 – 68			Partie 68: Surveillance à distance d'ascenseurs	
CEN/TS 81-69			Partie 69: Dimensionnement	Interprétation des parties de normes EN 81-60 à EN 81-68

(à suivre)

Tableau 2: Parties de la série de normes EN 81, éléments de titres et numéros (suite)

Numéro de la partie de norme	TITRE			EXPLICATIONS
	1 ^{er} élément	2 ^{ème} élément	3ème élément	
EN 81 – 70	Règles de sécurité pour la construction et le montage d'ascenseurs	Utilisations particulières d'ascenseurs et de monte-charge	Partie 70: Ascenseurs adaptés aux handicapés	Exigences complémentaires à EN 81-20, EN 81-21 et EN 81-22
EN 81 – 71			Partie 71: Ascenseurs avec mesures de protection contre les actes malveillants	Exigences complémentaires à EN 81-20, EN 81-21 et EN 81-22
EN 81 – 72			Partie 72: Ascenseurs pour les pompiers	Exigences complémentaires à EN 81-20
EN 81 – 73			Partie 73: Comportement d'ascenseurs en cas de feu	Exigences complémentaires à EN 81-20, EN 81-21 et EN 81-22
EN 81 – 74			Partie 74: Ascenseurs pour utilisation lourde	Exigences complémentaires à EN 81-20, EN 81-21 et EN 81-22
EN 81 – 75			Partie 75: Ascenseurs en zones présentant un danger d'explosion	Exigences complémentaires à EN 81-20, EN 81-21 et EN 81-22
EN 81 – 76			Partie 76:	Présentement non utilisée
EN 81 – 77			Partie 77:	Présentement non utilisée
EN 81 – 78			Partie 78:	Présentement non utilisée
CEN/TS 81–79			Partie 79: Dimensionnement	Interprétation des parties de normes EN 81-70 à EN 81-78

(à suivre)

Tableau 2: Parties de la série de normes EN 81, éléments de titres et numéros (suite)

Numéro de la partie de norme	TITRE			EXPLICATIONS
	1 ^{er} élément	2 ^{ème} élément	3 ^{ème} élément	
EN 81 – 80	Règles de sécurité pour la construction et le montage d'ascenseurs	Installations d'ascenseurs existantes	Partie 80: Directive pour l'amélioration de la sécurité des installations d'ascenseurs existantes	Aspects, étapes du danger et procédures à l'égard de règlements de sécurité de la transposition qui doivent être pris en considération lors de l'augmentation de la sécurité d'ascenseurs existants.
EN 81 – 81			Partie 81: Modernisation d'ascenseurs	
EN 81 – 82			Partie 82:	Présentement non utilisée
EN 81 – 83			Partie 83:	Présentement non utilisée
EN 81 – 84			Partie 84:	Présentement non utilisée
EN 81 – 85			Partie 85:	Présentement non utilisée
EN 81 – 86			Partie 86:	Présentement non utilisée
EN 81 – 87			Partie 87:	Présentement non utilisée
EN 81 – 88			Partie 88:	Présentement non utilisée
CEN/TS 81–89			Partie 89: Dimensionnement	Interprétation des parties de normes EN 81-80 à EN 81-88

(à suivre)

Tableau 2: Parties de la série de normes EN 81, éléments de titres et numéros (suite)

Numéro de la partie de norme	TITRE			EXPLICATIONS
	1 ^{er} élément	2 ^{ème} élément	3 ^{ème} élément	
EN 81 – 90	Règles de sécurité pour la construction et le montage d'ascenseurs	Présentement non utilisé	Partie 90:	Présentement non utilisée
EN 81 – 91			Partie 91:	Présentement non utilisée
EN 81 – 92			Partie 92:	Présentement non utilisée
EN 81 – 93			Partie 93:	Présentement non utilisée
EN 81 – 94			Partie 94:	Présentement non utilisée
EN 81 – 95			Partie 95:	Présentement non utilisée
EN 81 – 96			Partie 96:	Présentement non utilisée
EN 81 – 97			Partie 97:	Présentement non utilisée
EN 81 – 98			Partie 98:	Présentement non utilisée
CEN/TS 81–99			Partie 99: Dimensionnement	Interprétation des parties de normes EN 81-90 à EN 81-98

Champ d'application des loi et normes concernant les ascenseurs pour personnes, resp. pour personnes et transport de marchandises

Ordonnance ascenseurs RS 819.13 EN 81-1 / EN 81-2

	nouveau bâtiment	bâtiment existant ¹ , dont l'intérieur est entièrement rénové	bâtiment existant	
			nouvelle gaine	gaine existante
Nouvelle installation c.à.d. un ascenseur n'a jamais existé au même endroit	<i>nouvelle installation</i>	<i>nouvelle installation</i>	<i>nouvelle installation</i>	<i>nouvelle installation</i>
Un ascenseur a déjà existé au même endroit dans le même bâtiment		<i>nouvelle installation</i>	<i>nouvelle installation</i>	<i>installation de remplacement</i>

¹ Les bâtiments vides depuis la fin de leur construction sont assimilés à de nouveaux bâtiments

Thème/Commentaire sur les ascenseurs

	Thème	Commentaire de l'ordonnance sur la sécurité des ascenseurs (les articles de l'ordonnance cités seront remplacés par les points du commentaire dans la version finale)
	15 degré	art. 2
	Normes techniques reconnues	art. 7
	Reconnaissance des organismes d'essai et d'évaluation de la conformité	art. 10
	Notices	art. 11
	Durée légale de présentation de la déclaration de conformité	art. 6
	Durée légale de présentation du dossier technique	art. 8
	Surveillance	art. 14, art. 16
	Exposition	art. 13
	Examen de type (Module B)	annexe 2
	Produits de construction	annexe 1 (rem. préliminaire 4 directive CE)
	Notices d'utilisation	art. 11
	Compétences des organes de contrôle	art. 15
	Définitions	art. 2
	Personnes handicapées	2, annexe 1, point 1.2 al. 2 et point 4.5
	Notices d'instructions	art. 11
	Normes désignées	art. 5, Appendice 15, liste des normes
	Désignation	art. 5
	Protection-incendie	annexe 1 (rem. préliminaire 4 directive CE), point 4.2 et 4.10
	Définitions	art. 2
	Vérification à l'unité (module G)	annexe 6
	CFIAT Commission fédérale des installations et appareils techniques	art. 16
	Contrôle final	annexe 3
	Respect des exigences	art. 7
	Rénovation	art. 12
	Cabine	art. 2
	Absence/Non-présentation de la déclaration de conformité	art. 15
	Ascenseurs usagés	art. 12
	Emolument	art. 15
	Champ d'application	art. 1
	Utilisation à des fins professionnelles	art. 3
	Exigences essentielles en matière de sécurité et de santé	art. 4, art. 7
	Principe du contrôle ultérieur	art. 14
	Biens	art. 4
	Harmonisation des normes	art. 5, art. 10, liste de normes
	Contenu de la déclaration de conformité	art. 6
	Entrée en vigueur	art. 18
	Mise sur le marché	art. 3
	Canton	Appendice 12
	OEC (Organismes d'évaluation de la conformité)	art. 10
	PEC (procédure d'évaluation de la conformité)	art. 9, annexes 7, 8 et 9
	Conformité au type avec contrôle par sondage (module C)	annexe 7
	Organismes d'évaluation de la conformité (OEC)	art. 10, liste des organismes d'essai
	Procédure d'évaluation de la conformité (PEC)	art. 9,
	Déclaration de conformité	art. 6
	Coordination	art. 16
	Copie de la déclaration de conformité	art. 6
	Centres applicables aux organismes d'évaluation de la conformité	art. 10

Thème/Commentaire sur les ascenseurs

Liste des composants de sécurité	annexe 11
Bibliographie	table des matières
Organe d'observation du marché (OOM)	art. 14
Organe de surveillance du marché (OSM)	art. 14
OOM (organe d'observation du marché)	art. 14
OSM (organe de surveillance du marché)	art. 14
Obligation de déclarer	art. 13a, art. 13b
Contrôles ultérieurs	art. 14
Nouveau modèle d'exécution	art. 14, Appendice 11
Normes désignées	art. 5, liste des normes Appendices 13, 15
Occasion	art. 12
Procédure de contrôle ultérieur	annexe
Responsabilité du fait du produit	compléter l'annexe 1 (remarque préliminaire 4 directive CE)
Organismes d'essai et d'évaluation de la conformité	art. 10
Assurance qualité produits ascenseurs (module E)	annexe 8
Assurance qualité produits éléments de sécurité (module E)	annexe 4
Assurance de qualité production (module D)	annexe 10
Droits des organes de contrôle	art. 15
Analyse des risques	art. 12, annexe 1, rem. préliminaire 3
Normes SIA	liste des normes
Sécurité	art. 4
Langue des notices	art. 11
Langue dans laquelle doivent être rédigées les notices d'utilisation	art. 11
Langue dans laquelle doivent être rédigées les notices d'instructions	art. 11
Langue dans laquelle doit être rédigée la déclaration de conformité	art. 6
Langue dans laquelle doit être présenté le dossier technique	art. 8
Langue dans laquelle doivent être rédigées les notices d'entretien	art. 11
Etat de la technique	art. 5, art. 7, annexe 1, remarque préliminaire 2
Modèle d'exécution LSIT	art. 14
Normes techniques	art. 5, art. 10
Dossier technique	art. 8
Monte-escalier	Appendice 2
Dispositions transitoires	art. 18, art. 18a
Vues d'ensemble LSIT/OSIT/ordonnance ascenseurs	annexe
Transformation	art. 12
Etendue du dossier technique	art. 8
Assurance qualité complète (module H)	annexe 5, annexe 9
Travaux d'entretien	art. 12
Présomption de conformité	art. 5, art. 7
Liste des organismes d'essai et d'évaluation de la conformité	liste des organismes d'essai
Modèle d'exécution	art. 14 Appendice 11
Démonstration	art. 13
Entretien	art. 4, art.11
Notices d'entretien	art. 11, annexe 1, point 6.2
Modification majeure	art. 12
Présentation de la déclaration de conformité	art. 6
Compétences	art. 14

Secrétariat d'Etat à l'économie

3003 Bern

Tel. 0041 31 322 56 56, Fax 0041 31 322 56 00

www.seco-admin.ch, seco@seco.admin.ch

Eidgenössisches Volkswirtschaftsdepartement Département fédéral de l'économie Dipartimento federale dell'economia